

BELA NGA J.

LE JOURNAL PARLÉ
de
RADIO - CAMEROUN

Mémoire présenté pour l'obtention
du Diplôme Supérieur de Journalisme

LILLE JUIN 1972

8055

ESS BEL

BELA NGA J.

LE JOURNAL PARLÉ
de
RADIO - CAMEROUN

Mémoire présenté pour l'obtention
du Diplôme Supérieur de Journalisme

LILLE JUIN 1972

21

ma mère qui, en dépit de nombreuses difficultés,
m'a envoyé à l'Ecole,

21

ma femme et à mes enfants, espérant qu'à la place
des mémoires ils présenteront des thèses,

Je dédie ce modeste mémoire.

TABLE DES MATIERES

	<u>Pages</u>
<u>PRE-PROPOS</u>	3
 <u>PREMIERE PARTIE</u>	
LA RADIODIFFUSION : UN MASS-MEDIA PARMITANT D'AUTRES	8
- Cinéma	9
- Presse écrite	11
- Radiodiffusion	16
- Le Nkul	20
 <u>DEUXIEME PARTIE</u>	
LE SERVICE D'INFORMATION DE LA RADIODIFFUSION DU CAMEROUN	37
- <u>Chapitre Premier</u>	
Le Résultat de notre enquête	43
- <u>Chapitre Deuxième</u>	
Des hommes et des outils	54
- Des hommes	54
- Ecole et Mythe du Diplôme	57
- Un matériel de fortune	60
- <u>Annexes</u>	
Autres productions du service d'Information de la Radio	68
- Flash d'Information	69
- Bulletin téléphonique	70
- Commentaire d'actualité	71
- Panorama sportif	71

	<u>Pages</u>
<u>TROISIEME PARTIE</u>	
ANATOMIE DU JOURNAL PARLE	74
- <u>Chapitre Premier</u>	
Les sources des nouvelles	76
- <u>Chapitre Deuxième</u>	
Sélection des nouvelles et censure	80
- <u>Chapitre Troisième</u>	
Une semaine d'informations avec Radio-YAOUNDE du 16 au 22 août 1971 ...	93
<u>CONCLUSION</u>	121
<u>ANNEXE</u>	124
<u>BIBLIOGRAPHIE</u>	129

PRE-PROPOS

- Quel est ton sujet de mémoire ?
- Le Journal Parlé de la Radio-CAMEROUN.
- Quoi ? Pourquoi tu as pris un tel sujet ? Qu'est-ce que tu vas dire dessus ?

Combien de fois n'avons-nous pas entendu ces questions ! Dans le souci d'épargner au lecteur ces interrogations, nous évoquerons dans ces premières pages les raisons qui nous ont fait choisir ce sujet stérile à première vue, et puis en quelques phrases nous lui brosserons le plan de notre travail.

Nos illustres concitoyens et futurs confrères, qui nous ont précédé à l'Ecole de Journalisme de Lille, nous ont indirectement inspiré ce sujet. Ils ont certes traité, des sujets qui méritaient, sans aucun doute, beaucoup plus d'attention.

Celui-ci a dressé la monographie de tel ou tel journal camerounais. Celui-là a parlé de la presse de telle à telle époque de notre histoire nationale. Un autre a évoqué les problèmes afférents de l'information. Mais personne n'avait songé au Journal Parlé de la Radio.

En réalisant ce modeste travail, nous avons voulu ajouter à la liste des mémoires camerounais, liste déjà fort longue, notre petite contribution. Et nous avons espéré, qu'au moment où les Camerounais ne viennent plus suivre les études de journalisme à Lille, la colonie camerounaise aura laissé un éventail assez large de documents sur la presse de notre pays.

A l'heure actuelle, au Cameroun la Radio demeure le seul organe public où l'on puisse faire du journalisme d'information et atteindre un grand nombre de citoyens.

Par organe public, nous voulons dire organe gouvernemental. Pourquoi cette précision ? D'une part, à cause de plusieurs facteurs, la presse écrite s'étouffe. Qui pis est, l'embryon qui a résisté un certain moment se meurt aujourd'hui. Par conséquent, les dirigeants de cette presse privée ne disposent pas d'assez de moyens financiers pour payer convenablement un agent hautement qualifié qui sort d'une école de journalisme.

D'autre part, les organes d'information du Gouvernement restent nos seuls débouchés sûrs et stables.

Futur agent du Gouvernement, il fallait, avant notre entrée dans la profession, chercher à déceler et à évaluer les difficultés qui nous attendent.

On a toujours reproché, et cela dans tous les domaines, aux universitaires, récemment sortis des académies occidentales, de ne ramener en Afrique qu'une connaissance très théorique de leurs compétences, et que sur place, ils n'arrivaient pas à s'adapter aux réalités du pays.

En cherchant à savoir comment nos prédécesseurs ont,

peut-être pas résolu, mais certainement contourné, ces difficultés, nous entrons à l'Ecole non du "Journalisme Fondamental", mais du "Journalisme Appliqué".

Comme la Radio occupe la première place, devant tous les autres media camerounais, ainsi le Journal Parlé est la première émission de cette Radio. Elle est la seule qui soit diffusée à intervalles réguliers. Programmée six fois par jour, en Français et en Anglais, elle est relayée par toutes les stations régionales.

Malheureusement, par manque de documents nous ne pourrons parler dans ce travail que du Journal Parlé en Français, qui de loin est le plus important des deux.

En première partie de notre travail, nous essayerons de faire ressortir la place prépondérante qu' occupe la Radio au sein des autres moyens d'information. Nous la comparerons au cinéma et à la presse écrite. Après une brève analyse des difficultés qui guettent l'une et les raisons du succès relatif de l'autre, nous montrerons comment la Radio échappe aux premières et connaît un succès certain.

Nous brosserons un bref historique de la Radio au CAMEROUN et établirons une fiche technique de chacune des autres stations régionales. Il est clair que l'essentiel de notre travail concerne Radio-YAOUNDE, station régionale et poste "fédéral".

Dans la seconde partie, nous traiterons du Service du Journal Parlé. L'interprétation d'une petite enquête, qui ne se veut pas rigoureusement scientifique, nous permettra de jauger l'impact des nouvelles sur un certain nombre d'auditeurs.

Nous parlerons ensuite des journalistes et du matériel qui permettent la mise sur ondes des informations. En annexe de cette partie, nous dirons quelques mots des principales productions de ce service, autres que le bulletin des nouvelles.

La dernière partie nous montrera le processus d'élaboration d'un journal. Nous chercherons à localiser d'abord les sources des nouvelles ; et sachant que les journalistes n'en diffusent qu'une partie minime, nous chercherons à établir les critères auxquels obéit leur sélection. C'est donc dans cette partie que nous parlerons de la Censure. Enfin, nous analyserons les nouvelles diffusées au CAMEROUN du 16 au 22 août 1971.

Conscient que les responsables de divers organismes gouvernementaux, ignorent encore ce que peut leur apporter la Radiodiffusion dans leur action pour le développement national, nous suggérerons en conclusion l'action à mener pour insérer la Radio dans le processus de notre décollage.

Telles sont définies les grandes orientations d'un travail qui, en fin de compte, aura vu le jour grâce à l'appui moral, matériel et intellectuel d'un certain nombre d'individus.

On nous comprendra si nous exprimons une particulière gratitude à l'égard de M. BESSALA François qui nous a aidé à réaliser notre enquête ; de MM. J. ITOTOK, H. BANDOLO et J.V. TCHINENHOM, journalistes à Radio-YAOUNDE ; de MM. le Directeur et le Directeur-Adjoint de cette même station ; de M. ETOUNDI, Chef de Service des Informations Intérieures au Ministère de l'Information, qui nous a fait ronéotyper notre questionnaire ; de M. ROUGEMONT, Conseiller Technique ; du Service de Documentation de l'O.R.T.F. ; de la Bibliothèque de l'Ecole de Journalisme et de l'Ambassade du CAMEROUN à Paris. Enfin, nous devons dire un grand merci, à M. J. LEROY, notre maître

de mémoire, qui a fait mieux que guider nos recherches et surveiller la forme de ce travail.

Avant de passer au développement de notre sujet, permettez-nous de rappeler à tout un chacun, que nous n'avons voulu, ni dénigrer, ni mettre en cause qui que ce soit dans les pages qui vont suivre. Nous avons voulu seulement, en toute objectivité, et poussé par la grande idée que nous nous faisons de notre pays, dénoncer certains travers. Si donc, quelques critiques peuvent apparaître dans certains passages, nous les avons voulu^{es} constructives. Que par une fausse interprétation, personne ne nous intente un procès d'intention.

PREMIERE PARTIE

LA RADIODIFFUSION : UN MASS-MEDIA

PARMI TANT D'AUTRES

"Nous avons encore de très importants palabres à régler et il faudra que chacun puisse s'exprimer librement, non pour réjeter les torts sur autrui -comme les animaux malades de la peste- mais pour construire".

Iwye KALA LOBE.

"Les pays modernes, à l'instar des grandes entreprises, ne peuvent se passer d'information, ni de publicité, Cela s'explique fort bien, par la complexité des rapports qui relient de par le monde, les éléments variés de l'économie et de la politique, il les tiennent dans les dépendances de multiples facteurs extérieurs.

"Il convient donc que le Cameroun, engagé résolument dans la voie de son équipement, soit doté d'un service qui réponde aux conditions générales de l'information dans le monde moderne, ainsi qu'aux nécessités propres à un territoire africain".

Ainsi s'exprimait, voilà 22 ans, le 30 septembre 1950, le Gouverneur français au Cameroun, M. SOUCADEAUX, devant l'Assemblée représentative du Cameroun.

Si Monsieur le Gouverneur remettait pied aujourd'hui au Cameroun, combien serait-il hébété, étonné, de la léthargie dans laquelle est tombée l'information dans ce pays !

Aucun des moyens modernes d'expression, surtout la presse écrite, n'a connu un semblant d'essor.

C I N E M A

=====

Il faut signaler que par rapport à la Radio et à la presse écrite, le cinéma fait figure à part. Une espèce de cavalier seul.

Certes, le CAMEROUN compte aujourd'hui quelques salles de cinéma en plus dans les grands centres urbains. En 1972 (1),

(1) Les cinémas africains en 1972 - Société Africaine d'Édition, p. 12

on dénombre 23 salles de 35 mm et de 16 mm, hélas localisées toutes dans les villes. En plus, ce chiffre est dérisoire en comparaison de ceux de la COTE D'IVOIRE : 75 cinémas⁽¹⁾, et du SENEGAL : 89 cinémas (2). Mais cette lente croissance résulte de la rapide rentabilité d'une salle de cinéma commercial.

Plus les salles de spectacles se multipliaient, plus les films hindous qui possèdent le monopole de la plupart d'entre elles dégradent nos valeurs morales, culturelles et traditionnelles.

Ceux-ci ne connaissent pas les mêmes aléas économiques que la plupart des journaux ; les premiers possèdent une clientèle et un marché que les seconds envient. L'industrie cinématographique doit son essor surtout au fait qu'on ne peut pas l'accuser de pouvoir troubler l'ordre public. Elle est soumise à une censure à priori qui lève toute équivoque.

Pourtant, certains films qu'on projette dans ces salles sont on ne peut plus séditionnels et dépravants. Ils incitent et c'est le moins qu'on puisse affirmer, les jeunes habitués et friands de vils spectacles, au banditisme, au vol et à l'exode rural. Par conséquent, ils causent plus de malheurs que certains articles de presse géniteurs de saisies.

Se bouscule-t-on devant les portes de cinémas pour aller s'y informer ou s'y distraire ? Au CAMEROUN, on devrait aller s'y informer. Car une séance d'actualités "Les images du CAMEROUN, d'AFRIQUE et du Monde" précède dans la plupart des salles, toute projection de film.

Ces actualités, en noir et blanc, vieilles certes d'une semaine, quand ce n'est pas plus, gardent leur primeur, tant il est vrai

(1) 50 salles de 35 mm et 16 mm et 25 cinémas en plein air.

(2) 87 salles de 35 mm et 16 mm et 2 cinémas en plein air.

qu'une nouvelle ne meurt jamais aussi longtemps qu'elle n'est pas connue. Cette méthode d'information annonce-t-elle l'audio-visuel : la télévision ?

L'amateur des "salles obscures" au sortir d'une séance de projection, devrait donc avoir pris connaissance de l'actualité. Handicapés par l'analphabétisme, ces gens devraient aussi profiter du côté culturel de ce mass-média, ^{côté} que nous nous abstenons d'évoquer.

Mais quiconque, poussé par une curiosité, peut-être, intellectuelle, a pénétré dans une salle de cinéma de nos bidonvilles à YAOUNDE ou à DOUALA, s'est peut-être rendu compte de l'ambiance de foire qui y règne. On ne peut y entendre autre chose que le brouhaha général. Les commentaires du film passent "par dessus les têtes", d'ailleurs seuls intéressent les coups que se donnent les acteurs et le nombre de morts qui s'en suit.

A la rigueur, nous pourrions affirmer qu'ils privilégient encore le visuel par rapport à l'auditif.

PRESSE ECRITE

=====

Quant à la presse écrite, il est curieux et étonnant de constater qu'elle n'existe presque pas. Ainsi s'exprimait l'hebdomadaire "Jeune Afrique", paraissant à Paris. "Le Cameroun ne dispose, dans l'immédiat, d'aucun moyen, pour faire connaître hors de ses frontières, le puissant effort qu'il réalise".

Non seulement le Cameroun ne se fait pas connaître hors

de ses frontières, mais aucune de ses publications, aucun de ses périodiques, n'a d'audience nationale.

Pourtant, le pays a connu ses années de gloire. Pendant celles qui ont précédé l'Indépendance, il venait en tête parmi les pays africains par le nombre de ses publications. Le tableau de la page suivante en donnera une idée approximative.

La vie de ces périodiques a été liée à la vie politique et syndicale du pays. En effet, chaque groupuscule politique, ou chaque centrale, éditait son organe d'expression et de propagande.

Certes, aucun d'eux ne concernait tout le pays, mais chaque région du CAMEROUN possédait son journal. Essentiellement journaux d'opinion, leur disparition qui coïncide avec celle des luttes politiques et d'une possibilité d'opposition, ne peut donc pas surprendre.

Aujourd'hui, pas plus qu'hier, les structures du mécanisme de l'information ne permettent l'existence d'un quotidien national.

Economiquement, l'avenir de la presse au CAMEROUN devra se baser sur les quotidiens régionaux, mettant plus d'accent sur les nouvelles locales, régionales et enfin nationales. Les seules susceptibles d'intéresser des populations qui ne sont jamais sorties de leur localité.

Pourtant, pour forger une conscience nationale à tous les Camerounais, il faudra créer une revue à audience nationale.

Si les autorités, au lieu d'un magazine hebdomadaire ou mensuel, optaient pour un quotidien national, alors le journal, non rentable économiquement, vivrait grâce aux subventions et aux cotisations du Parti, si ce n'est du contribuable.

<u>Années</u>	<u>Journaux nés</u>	<u>Journaux disparus</u>	<u>Journaux paraissant en 1963</u>
1955	29	15	6
1956	13	10	0
1957	10	5	1
1958	10	16	2
1959	16	16	3
1960	15	5	4
1961	1	10	0
1962	5	5	3
1963	3	6	1

Comment lire le tableau : Si nous prenons l'année 1955, nous voyons que 29 journaux sont nés, que 15 journaux, nés pour certains avant 1955, ont disparu, enfin 6 journaux seulement de tous ceux qui ont vu le jour en 1955 paraissent encore en 1963.

Et en 1972 ?

Ces raisons que nous venons sommairement d'évoquer, extrinsèques à la vie ou à la survie d'un journal, cèdent la place à d'autres, celles-là intrinsèques, liées à une situation socio-économico-culturelle donnée.

Nous ne saurions parler avec la même compétence et le même brio que l'a fait notre ami et prédécesseur M. M. MVONDO, (1) de l'influence des moyens de communication.

Nous lui empruntons cette remarque "L'information, en effet, remplit difficilement son rôle, soit qu'elle n'atteigne qu'une partie infime du public, soit qu'elle l'atteigne dans des conditions incompatibles avec l'impératif du temps et de la rapidité".

En disant ces mots, il faisait allusion plus à l'information véhiculée par la presse écrite qu'à celle transmise par la Radio. Au CAMEROUN, la pénurie des moyens de communication engendre celle des nouvelles.

L'absence des moyens et des voies de communication ne constitue pas le seul handicap à la propagation de l'information. Nous y ajoutons le faible pouvoir d'achat du Camerounais moyen. En 1965, le revenu moyen d'un planteur de cacao de la région du Centre-Sud s'élevait à 30 000 F CFA (2) par an.

Cette pauvreté, liée certes aux conditions économiques, procède aussi d'une mentalité, non pas camerounaise, mais africaine : ignorance de l'épargne, propre aux peuples qui vivent au jour le jour.

(1) Transports et Développement de l'Information au CAMEROUN : mémoire de fin d'études, E.S.J, Lille, Octobre 1971

(2) 1 F CFA = 2 centimes

Le plus grand handicap vient de l'impossibilité de la majorité des Camerounais de s'informer par la lecture. Ils sont analphabètes et illétrés. M. GONIDEC donne certaines précisions.

"Dans l'ensemble, le Cameroun partage le sort de la plupart des Etats africains. L'analphabétisme est roi (69 % pour les hommes et 93 % pour les femmes au-dessus de quatorze ans". (1)

072
Nous atteignons par ces chiffres une moyenne de 81 % de la population adulte qui ne sait pas lire.

Puisque les jeunes au-dessous de quinze ans représentent environ 40 % des 6 millions de Camerounais, nous trouvons, par un simple calcul que 3 millions, soit exactement 2 916 000 Camerounais, sont illettrés.

Or, justement, ces moins de quinze ans qui peuvent lire et écrire, ne disposent d'aucune ressource, d'aucun pouvoir d'achat.

En suivant le même processus, nous concluons que la presse écrite est censée atteindre au grand maximum 884 000 Camerounais, ceux qui peuvent lire et écrire, et surtout qui peuvent acheter un journal. Nous savons que la réalité est tout autre.

Même la presse en langues locales, dialectes ou idiomes, pour prendre les terminologies des linguistes, ne pourra pas réussir.

Le grand public parle, entend, comprend ces dialectes, mais ne possède pas la faculté de les lire. En plus, chaque dialecte pris isolément ne constitue pas un marché, sur lequel puisse se développer un journal.

(1) Encyclopédie Politique et constitutionnelle, série Afrique (La République Fédérale du Cameroun) p. 12

Peut-être les efforts déployés actuellement par l'équipe d'africanistes de l'Université ~~Unite~~ du CAMEROUN, pour harmoniser et doter d'une même structure d'écriture tous les idiomes du pays, créeront-ils pour la presse écrite un marché national ?

Nous avons essayé de dégager les principales difficultés qui entravent le développement de certains mass-média, surtout la presse écrite. La Radiodiffusion connaît-elle un sort meilleur ?

Contre la jeunesse qui se réveille

RADIODIFFUSION

=====

Le premier avantage de la Radiodiffusion repose sur le fait que les autres moyens d'information sont dûs à l'initiative des particuliers, avec tout ce que cela comporte d'ennuis. La Radio, chasse gardée de l'Etat, y échappe.

Celle-ci, à cause des caractères qui lui sont propres ne connaît pas certaines difficultés mortelles de la presse écrite. Miss GIBBS, expert de l'UNESCO, déclarait :

"La Radio est capable d'aider, d'une manière effective et même puissante, un développement social, surtout dans les vastes territoires d'Afrique, où elle a la possibilité d'atteindre avec la rapidité de la lumière, les populations rurales éloignées des centres et de parler dans leur propre langue à des gens qui ne sauraient pas encore profiter de la documentation écrite".

Ces remarques générales s'appliquent plus particulièrement au CAMEROUN. Ainsi donc, avec la Radio, on ne peut plus parler, ni

d'analphabétisme, ni de manque de moyens de communication.

Durant la dernière décennie, le CAMEROUN a connu sa horde d'envahisseurs : "la petite boîte magique".

Si en Europe, elle a abandonné sa place d'honneur d'antan dans les salons et dans les salles à manger, à sa consœur : la télévision, au CAMEROUN, elle s'est faite petite, légère, portable et miniaturisée, capable de tenir dans une poche de pantalon ou de chemise.

Le touriste européen, ébahi, assiste à un spectacle insolite dans les rues de YAOUNDE ou de DOUALA. Des passants, qui à pied, le poste de Radio à l'oreille ou en bandoulière, qui à bicyclette, le poste attaché au porte-bagages, s'en vont écoutant le braillement d'un air ou le nasillement de quelques commentaires, quelquefois au milieu d'un tohu-bohu le plus général.

Il en va de même des vendeuses de nos boissons locales, ou des gérants des bars de nos minables bidonvilles qui installent un poste Radio dans leur estaminet, en guise de juke-boxe.

Ainsi la Radio est devenue un complément indispensable à la vie. Elle sert de compagne en brousse, dans la voiture, dans la chambre.

Cette invasion ne constitue pas un lot propre au Cameroun. Les journalistes qui ont participé à DAKAR, République du SENEGAL, du 27 janvier au 1er février 1969 au stage sur l'emploi des moyens d'information pour l'éducation sociale en milieu urbain d'Afrique, après avoir défini les obstacles que rencontre en Afrique l'information véhiculée par les mass-média non audio-visuels ont dénombré les obstacles à l'information.

"Une vaste superficie, une faible densité de population en milieu rural, un manque de communications, une prévalence de l'analphabétisme, un caractère à la fois oral et visuel de la tradition africaine, une nécessité d'action rapide sur une vaste échelle".

Ces journalistes louaient la Radio en ces termes :

"... Par son coût modeste, la Radio est un moyen d'information de première importance. Elle doit jouer un grand rôle dans les pays africains marqués par la tradition et la connaissance orales".

Le quotidien du soir, paraissant à Paris, "Le Monde" daté du 29 mai 1970 abondait dans ce sens avant de conclure :

"Les Africains croient à la Radio, parce que tout ce qu'elle leur apprend est dit et non écrit et que cela correspond parfaitement à la connaissance des peuples africains, dont la civilisation ne relève pas de l'écriture, mais du langage parlé (1)

Au Cameroun, l'engouement des masses pour la Radio semble obéir à des considérations autres que l'opposition d'une civilisation basée sur l'écriture à une autre employant la tradition orale.

Chez nous, la Radio est entrée dans les moeurs et devenue un bien social au soleil.

Autrefois, ce fut le nombre de femmes, d'enfants, de têtes de chèvres qui jouait ce rôle. Un peu plus tard, ce fut le fusil. Aujourd'hui, en ville, la voiture, dans les villages, le petit poste à transistors.

(1) Souligné par nous.

Ces biens confèrent à leurs illustres possesseurs beaucoup de considération et d'admiration, et surtout de prestige social, de la part de leurs relations plus pauvres.

Il est vrai que le spectacle devient de plus en plus rare aujourd'hui, mais voilà une douzaine d'années, on pouvait apercevoir dans nos villages, devant certaines cases, une longue tige de bambou reliée à la case par un mince fil : c'était "l'antenne extérieure".

Plantée au milieu de la cour, cette antenne permettait normalement de capter facilement la plupart des stations de Radio tant nationales qu'étrangères. Mais elle servait aussi à indiquer à tout passant que le propriétaire de telle ou telle case possédait un poste de Radio.

L'Infirmier ou l'Instituteur du village qui en possédait jouissait de l'estime et de la considération de tous. Dans les discussions, on ne pouvait réfuter ses arguments, car "il avait la Radio".

On arrivait, parfois de 5 km à la ronde, non seulement pour prendre connaissance de "ce qu'a dit la Radio" ou pour écouter "Bonsoir le Cameroun"⁽¹⁾, mais aussi pour régler sa montre à "l'heure du Poste".

Faut-il conclure que cette admiration va sans jalousie et sans lutte d'influence ? Hélas non. Le rêve de chaque villageois reste l'acquisition d'un poste de radio personnel. L'achat d'un "transistor" rejoint le domaine de luxe, auquel tout paysan, dont nous avons souligné la modicité des revenus, ne peut accéder.

Après la récolte de cacao, de café ou de coton, le paysan ne peut acheter, au-delà d'un certain prix, qu'un seul bien par an. Cette année, il décidera d'acheter une bicyclette, l'an prochain des

(1) Emission de disques demandés, initialement en Ewondo

tôles ondulées, dans deux ans peut-être un poste Radio.

Le paysan, planteur de cacao, ne touche à l'argent -au sens littéral de l'expression- que pendant 3 mois sur 12 : Novembre-Janvier. Pendant ces mois d'euphorie, il lui arrive souvent de perdre la tête, et de renvoyer aux calendes grecques, telle ou telle prévision.

Le salarié de la ville ne connaît pas une situation meilleure que celle du paysan. Son salaire mensuel équivaut à peine au prix d'un poste. Il doit nourrir une famille toujours nombreuse et payer un loyer souvent fort cher.

*no de
face*

N K U L

On peut trouver ailleurs d'autres raisons qui expliquent l'implantation de la Radio dans les campagnes camerounaises. Les spécialistes tant européens qu'africains semblent d'accord pour expliquer le caractère tonal de nos langues.

Un même mot change de sens suivant que l'intonation varie. Ainsi, en Beti-Ewondo, parlé dans le Centre-Sud du Cameroun, on peut attribuer 3 sens au mot ZAM.

ZAM (ton haut) = appétit

ZAM (ton moyen) = lèpre

ZAM (ton bas) = raphia

L'oralité de notre civilisation et le caractère musical de nos langues expliquent la possibilité pour ces dernières de passer en langage tambouriné.

Bien avant la Radio, le NKUL ou tam-tam a joué le rôle d'instrument de transmission de nouvelles. Et c'est à juste titre qu'on a pu dire "de toutes les inventions des Blancs, la Radio est celle qui a le moins étonné le Noir africain".

Nous citerons un large passage du livre de Guy des CARS. La précision de la description excusera cette longueur.

"Seul le dieu CALE doit savoir pourquoi retentit ce tam-tam ! Il y a mille raisons... De toute manière ça vient de l'Est... Si c'est de MANJO, cela signifie que ses habitants veulent propager une grande nouvelle et avertir des villages voisins et tous ceux qui errent dans la brousse qu'un événement extraordinaire se prépare... N'est-il pas le plus extraordinaire et le plus rapide des moyens de communications auditifs ? On pourrait l'appeler "le télégraphe de la brousse".

"Car il existe en Afrique un phénomène dont vous vous rendrez vite compte : les nouvelles s'y propagent avec une vitesse déconcertante à des distances énormes sans qu'il soit nécessaire d'utiliser la Radio ou les inventions de transmissions électromécaniques des Blancs" (1)

Ainsi donc, le NKUL ou tam-tam sert à la transmission des messages et à l'accompagnement des danses.

Nous devons la meilleure description de cet instrument à ENO BELINGA. (2)

"Le Nkul, tambour d'appel ou tambour téléphone, est une bille de bois évidée. C'est un instrument de musique à coups, soli-

(1) Sang d'Afrique T 1, coll. J'ai Lu, p. 256

(2) Littérature et Musique populaire en Afrique noire, p. 188 et suivantes.

de, vibrant et non susceptible de tension. Dans la position convenable du jeu, il est placé horizontalement, montrant à sa partie supérieure, une fente longitudinale entre deux lèvres d'écartement variable 5 à 10 cm. . .

"Le Nkul produit une gamme de sons assez étendue par deux sons principaux distants d'une tierce. Les sortes de sons dépendent surtout de la manière dont l'instrument est percuté : ils sont donc extrêmement variables du fait qu'ils font essentiellement intervenir un facteur psychologique.

"A sa façon particulière de frapper, on reconnaît de loin la personne qui joue rien qu'à l'entendre".

La portée du Nkul peut atteindre une dizaine de kilomètres. La propagation de ses sons obéit aux mêmes lois que celles des ondes de la Radio.

Sa portée sera d'autant plus grande que le Nkul est énorme, bien fabriqué, battu par un temps serein et sous un ciel dégagé par une habile main.

Le Nkul avait joué jadis l'actuel rôle de la Radio. Il informait les gens de la même tribu, des naissances, des mariages, des décès, des invasions de sauterelles. Pendant la période des Travaux Forcés, il avertissait les gens de l'arrivée de Chef de Subdivision, qui s'étonnait ne trouver dans les villages, que des femmes et des enfants.

o

o o

On a assisté à l'invation des campagnes africaines par la Radio, depuis que les grands postes fonctionnant sur batterie ont été remplacés par des postes à transistors. Les premiers plus gros utilisaient des batteries qui coûtaient 1 200 F CFA, soit 24 F en 1963. Les derniers, plus petits, facilement transportables, marchent grâce aux piles des lampes-torches. Une seule peut revenir de 30 à 50 F CFA, soit 0,60 à 1 NF. Certains postes prennent 6 piles, et leur durée est inversement proportionnelle à l'assiduité de l'auditeur.

C'est au niveau de l'achat des piles que revient la difficulté soulevée par le pouvoir d'achat.

Le fait déterminant pour le CAMEROUN s'appuie sur sa longue expérience de la Radio. Si certains pays africains ont attendu leur autonomie ou leur indépendance pour s'équiper en émetteur de Radio, le CAMEROUN s'était doté de son premier émetteur, voilà déjà 31 ans.

Dans son tout premier rapport annuel en 1947, la FRANCE présente aux Nations-Unies, le schéma administratif du CAMEROUN, où apparaît un service d'information, de presse et de propagande. Nous ne devons pas nous laisser leurrer par le nombre de 21 stations pour le service radio-électrique. Ce chiffre n'a de valeur que quand nous savons qu'il concerne les transmissions des P.T.T.

En 1947, le CAMEROUN n'avait ~~qu'~~ une seule station de Radio, Pourtant l'historique de la Radio dans ce pays commence en 1940, année au cours de laquelle a été installé à DOUALA un centre émetteur "FABLOC" d'une puissance de 600 Watts (1) avec des hauts-parleurs publics.

(1) Chiffres cités par J. OTO , in Information d'Etat, mémoire d'IFP

Il est certain que dans la population camerounaise d'alors, personne ne pouvait s'honorer du luxe de posséder un poste radio.

Dans le rapport susmentionné, la FRANCE devait, entre autres questions, répondre à celle portant le n° 139 ainsi libellée (1)

"Quelles sont les dispositions prises dans la presse, la radiodiffusion, le cinéma et autres modes d'éducation et dans les services publics en général pour amener les habitants du territoire à s'intéresser aux événements contemporains de portée locale et internationale ?..."

Elle répondait :

"Un poste de radiodiffusion avec haut-parleur public émet à DOUALA. Il permet de tenir le public au courant de tous les événements susceptibles de l'intéresser ou de l'éclairer".

Nous trouvons cette réponse abusive. Le CAMEROUN devait son premier émetteur aux vicissitudes dont l'Histoire possède seule la clé. Radio-DOUALA était une Radio de guerre. Ses informations n'étaient pas destinées aux autochtones.

Le Gouverneur SOUCADEAUX devait le reconnaître dix ans plus tard. (2)

"Je voudrais, d'autre part, faire de l'antenne de Radio-DOUALA, un véritable poste camerounais... Parallèlement, nous cherchons à donner à l'écoute une audience beaucoup plus large, en

(1) J. OTO, op. cit.

(2) adresse à l'ARCAM Yaoundé, 30 mars 1951

installant des diffuseurs publics et en mettant à la disposition de l'élément africain de petits récepteurs à prix modique. (1)

Radio-DOUALA jouait le rôle de poste-émetteur et centre d'information de la FRANCE LIBRE. Le matériel militaire et le ravitaillement débarquaient à DOUALA, de là on le dirigeait vers l'EGYPTE et l'AFRIQUE DU NORD.

Le CAMEROUN, ayant lui-même répondu à l'appel du 18 juin, servait de territoire de transit.

Pour preuve qu'on avait installé la Radio à DOUALA pour les besoins de la guerre : aussitôt la guerre terminée, les autorités coloniales avaient interrompu les émissions.

Voici l'histoire de la Radio-DOUALA puisée dans la Documentation Frounier de J. GRAS, 11 février 1966. (2)

"Radio-DOUALA qui est la plus ancienne des quatre stations qui comprend le réseau de la République Fédérale du CAMEROUN, voire une des plus anciennes stations d'Afrique, date de plus de vingt ans.

"C'est en effet en 1941⁽³⁾ que les autorités françaises, alors tutrices du CAMEROUN-ORIENTAL estimant qu'il serait intéressant de radiodiffuser les bulletins d'informations et communiqués de guerre de la France Libre, firent appel au Service Radio-électricité...

"Radio-DOUALA", "enfant de guerre" pour employer l'expression de M. DELETRE... était née.

(1) Cité par J. OTTO, op. cit.

(2) Bibliothèque ORTF, Paris

(3) Les diverses sources donnent des dates différentes

CHAPITRE DEUXIEME

=====

SELECTION DES NOUVELLES ET CENSURE

Comment les journalistes de la Radio sélectionnent-ils le peu de nouvelles qui leur parvient ?

Nous avons posé cette question au Directeur qui nous a répondu "Nous sélectionnons nos nouvelles par rapport au Camerounais moyen". Nous avons l'impression qu'il nous récitait une phrase puisée dans un livre.

Deux jours plus tard, une personnalité du Ministère de l'Information nous révélait qu'il n'existait pas d'opinion publique au CAMEROUN, et que par conséquent on ne saurait parler de "Camerounais moyen" dans ce domaine.

Sans verser dans une querelle académique et intellectuelle, nous pouvons avancer que s'il existe une opinion publique du CAMEROUN, les journalistes la méconnaissent totalement.

Lors de notre passage à la Radio, la plus récente étude sur l'auditoire remontait à 1966. Comment peut-on connaître le "Camerounais moyen" si ce n'est par une étude sur ce public. Mais quel public ?

Hélas, non seulement au CAMEROUN, mais dans la plupart des pays africains, les Dirigeants, les programmeurs, les

journalistes de la Radio ont été formés en Europe et à l'européenne.

Nous participons tous, qu'on le veuille ou non, directement ou indirectement, d'une part à l'acculturation de nous-mêmes et des autres, d'autre part à la désintégration de nos cultures traditionnelles.

Cette malformation, ou même déformation se répercute à chaque niveau du travail du journaliste. Il lui sera d'autant plus difficile de s'en débarrasser qu'il aurait un niveau d'études moyen et aurait passé très peu de temps en Europe.

A YAOUNDE, nous avons pu remarquer le désir des journalistes d'établir un bulletin de nouvelles semblables à la "Voix d'Amérique", à "France-Inter", ou à la "B.B.C.", seulement parce qu'ils veulent satisfaire le public intellectuel des villes.

En 1955, lors du premier stage des journalistes africains à PARIS (1), M. Pierre SCHAEFFER, chef du Service des Radios Françaises d'Outre-Mer (RFOM) dénonçait déjà ce danger en ces termes (2) :

"S'adressera-t-on de préférence à 60 000 Métropolitains sur un continent grand comme plusieurs Europes, ou à des autochtones, dispersés eux aussi, mais qui forment incontestablement la masse"

Et il ajoutait, comme pour excuser ce penchant :

"Que deviendrait le Directeur de Radio à DAKAR ou à

(1) Parmi lesquels un Camerounais, M. MOUKOURY

(2) Problèmes de Radiodiffusion d'Outre-Mer, n° spécial Janvier-Février 1955, p. 4

BRAZZAVILLE, qui ne donnerait pas par priorité instinctive, la préférence à la clientèle locale, administrative, influente, qu'il trouve au chef-lieu même. Le noyau des Blancs estime avoir droit à ce plaisir... que les Radios locales se soient donc efforcées en premier lieu de satisfaire cette clientèle exigeante... comment s'en scandaliser ?"

En principe, ces Blancs dont parle M. SCHAEFFER sont partis, ou du moins ne devraient plus exercer d'influence. Pourtant, la situation reste la même.

Il est amusant d'écouter certains journalistes de Radio-CAMEROUN qui, "pour faire plus Blanc" imitent qui Georges COLINET, Camerounais travaillant à la Voix d'Amérique, qui Georges BARROIS, correspondant français aux Nations-Unies.

YAOUNDE est plus vite mis au courant de ce qui se passe à New-York et à PARIS, que de ce qui se passe à ETUDI, située dans sa proche banlieue. Dans sa sélection des nouvelles, le journaliste est plus critique envers les nouvelles nationales.

Les critères de choix des informations varient avec les agents et suivant les éditions du Journal Parlé.

Chaque édition comprend trois parties auxquelles on ajoute de temps en temps un sommaire.

La page, dite nationale, vient toujours en tête, au mépris de l'événement le plus important. Elle englobe, m'a confié le Rédacteur en chef, "les actes de l'administration et les activités du pays".

La Radio, étant celle de l'Etat, reste sa voix officielle, les journalistes ne peuvent pas prendre le risque d'y diffuser des nouvelles qui ne revêtent pas un caractère officiel ou officialisé. Ainsi, certaines nouvelles, pourtant connues de tous, ne sont pas divulguées par la Radio, tant que les autorités n'ont pas envoyé un communiqué officiel.

Après les nouvelles nationales, suivent les nouvelles africaines qui obéissent à la théorie de "cercles concentriques de dépendance". On commence par l'Afrique centrale, puis l'Afrique Noire, et le reste de l'Afrique, sauf la République Sud-Africaine.

A YAOUNDE, les journalistes auraient la consigne -plus ou moins suivie- de ne diffuser aucune nouvelle relative à l'AFRIQUE du SUD.

La dernière partie englobe les nouvelles du reste du monde, en commençant par les points chauds : Moyen-Orient et Sud-Est Asiatique.

Nous ne pouvons pas ne pas souligner l'importance prise par le sport dans la vie camerounaise. A chaque édition, on sert au public son bout de papier sur le football, seul sport dont on parle véritablement.

A l'actif de ce service, son responsable est le seul journaliste de la Radio à créer et à écrire de sa propre main ses papiers. Nous verrons plus loin que ses pairs découpent les dépêches d'agence ou recopient les articles des journaux.

Se pose-t-il vraiment un problème de sélection des nouvelles ? Nous ne le croyons pas sur le plan des nouvelles nationales. La Radio reçoit ses informations par des voies officielles. Ne passent donc que les renseignements conformes à la politique

générale.

Il devrait se poser seulement l'opportunité de diffuser ces communiqués à telle heure plutôt qu'à telle autre.

Le mardi 17 août 1971, la Radio a reçu ce communiqué marqué TRES URGENT.

"Le Docteur Simon Pierre TCHOUNGUI, Premier Ministre, chef du Gouvernement de l'Etat Fédéré du CAMEROUN-Oriental, a quitté YAOUNDE ce matin, par vol régulier d'AIR-AFRIQUE, pour un séjour privé d'un mois en EUROPE".

Nous ignorons, certes, les rouages politiques du pays, mais nous ne voyons pas personnellement, ni l'urgence, ni le bien-fondé de ce communiqué.

On ne peut pas, et on ne doit pas refuser à la Radio tous ces communiqués, mais les lire au cours du Journal Parlé prête à confusion. Il aurait été préférable, dans le cadre de l'exemple pris plus haut, au lieu de lire le communiqué, d'aller à l'aérodrome recueillir les impressions de Monsieur le Premier Ministre.

Le sélection des nouvelles étrangères revêt un autre aspect. Toute difficulté ne peut venir que d'une mauvaise organisation du service même de la rédaction, absence totale de toute entente entre les journalistes, autorité du Rédacteur en chef plus ou moins contestée, à tort ou à raison, commérage et médisance de tous à l'égard de tous.

A part le service de sport qui comprend une ou deux personnes, aucun autre n'est structuré. Tout le monde s'occupe

de tout. Ainsi, au moins trois journalistes différents ont parlé de la crise monétaire dans la semaine du 16 au 22 août 1971. Nous avons souligné plus haut que le conseil de rédaction, première préoccupation de toutes les rédactions du monde, se réduit à deux ou trois personnes.

Nous pouvons même émettre l'hypothèse qu'aucun conseil n'a jamais réuni tous les journalistes de la Radio. Ils en avaient prévu un pour le 17 août 1971, mais finalement, à cause du décès d'une animatrice, il a été renvoyé sine die.

Comment s'exerce la censure à la Radio-CAMEROUN ? Il est, en effet, inadmissible qu'on soit à BRAZZAVILLE ou à LIBREVILLE au courant des nouvelles du Cameroun, alors que la Radio nationale, dans un silence complice, maintient la population dans les ténèbres de l'ignorance.

Comme on me l'a affirmé à YAOUNDE, la censure n'existe pas à la Radio. Légalement, cette assertion se trouve vérifiée, car aucun texte législatif ne prévoit de censure, sauf en matière cinématographique.

Pourtant, des faits prouvent qu'il existe au CAMEROUN, sinon la censure, mais des parasites à l'information. MARCOMER-IFOP remarque dans son étude (1) :

"L'écoute des stations étrangères donne lieu à l'élaboration par des lettrés d'un véritable "plan d'écoute" qui les conduit, suivant les divers moments de la journée et de la semaine, sur telle ou telle station. Il en résulte des "trous" dans l'écoute de la station nationale, prin-

(1) Op. cit. p. 23

cipalement aux heures de diffusion du Journal Parlé".

Notre enquête a donné 11,6 % des personnes interrogées qui écoutaient chaque jour les informations des stations étrangères.

L'enquête MARCOMER-IFOP semble plus proche de la vérité. 45 % des personnes interrogées écoutent BRAZZAVILLE, 38 % KINSHASA et 9 % LIBREVILLE.

Ainsi la population a surnommé la Radio-YAOUNDE "RADIO-NGON-NGON" (1) et certains journalistes, messieurs "Nouvelles-Etrangères".

Sans nous étendre sur les autres mass-média qui ne font pas ici l'objet de notre étude, nous pouvons situer la censure à la Radio sur un triple étage comme certains divisent par ailleurs le public camerounais en trois niveaux.

Nous devons à un informateur bien placé la justification de toute forme de censure : l'existence de plusieurs publics dans un même peuple.

Le niveau supérieur, composé d'intellectuels, ne devrait connaître aucune censure. Concrètement, on ne pourrait rien leur cacher, toute forme de censure reste dérisoire, car ils possèdent des postes récepteurs capables de capter n'importe quelle grande station du monde : Voix d'Amérique, Ici Pékin, France-Inter, B.B.C. En plus, ils lisent les journaux venus hors des frontières du territoire. Très peu de gens de cette catégorie écoutent les nouvelles diffusées par la Radio nationale.

(1) Radio qui fait du faux bruit.

Plus bas, les semi-lettrés, ouvriers et chômeurs de villes, instituteurs et infirmiers de brousse. Cette classe n'arrive pas à faire la distinction entre informations et commentaires. Il serait bon de ne pas leur révéler toutes les vérités. On peut leur apprendre toutes les nouvelles, à condition de ne pas les commenter.

Enfin, la masse des analphabètes de l'arrière-pays. On devrait seulement leur donner des informations pratiques et secondaires, comme les faits divers. Si un paysan possède un poste récepteur, c'est avant tout pour écouter la musique, et non les nouvelles. A lui s'applique ces mots du FIGARO du 13 et 14 juin 1970 :

"Machine à passer le temps et à tuer l'ennui, cette Radio s'avère à la longue pesante et fastidieuse, parce qu'elle ignore la réflexion et refuse l'imaginaire et la fiction".

Pour étayer son argumentation, notre informateur nous a conté sa mésaventure de 1963, alors qu'il était encore journaliste à la Radio.

A 7 H 15, ce 1er avril 1963, il avait annoncé la naissance à l'Hopital Central de YAOUNDE des quintuplés. L'élite avait tout de suite senti le poisson d'Avril, mais déjà à 8 H, des milliers de personnes se battaient à la porte de l'Hopital Central pour aller voir les quintuplés.

Ce canular bien réussi lui valut pourtant une demande d'explications. Au CAMEROUN, les villageois ont confiance à la Radio, elle représente la voix du chef, MARCOMER-IFOP a sou-

ligné dans son enquête (1) :

"La Radio ne peut pas mentir, car elle peut être écoutée par tout le monde et les mensonges seraient découverts".

La censure préalable ou à priori viendrait de la Présidence via le Ministère de l'Information. Elle s'exercerait en de rares occasions. Le dernier fait porté à notre connaissance remonterait au bal sanglant de la SKIRA, au MAROC. Les journalistes de la Radio auraient reçu la consigne de faire un "black out" total sur l'événement.

Quant à l'auto-censure, nous ne pensons pas qu'elle soit une mauvaise chose, si un journaliste, en son âme et conscience, en toute liberté, décide pour le bien de son public qu'il est censé connaître, de censurer telle ou telle information.

Mais à Radio-YAOUNDE, comme le montrent certaines notes de service, nous assistons à une autre forme d'auto-censure.

Cette méthode lâche, prouvant l'irresponsabilité de celui qui l'exerce, consiste à tout censurer parce que le journaliste a peur de se voir reprocher par ses supérieurs hiérarchiques d'avoir donné telle ou telle information.

Des trois formes de censure, celle à postérieure est la moins efficace. Elle consiste à blâmer le journaliste après la diffusion d'une nouvelle.

Certains agents ne comptent plus le nombre de fois

(1) Op. cit. p. 106

qu'ils ont comparu devant leur Directeur ou tout autre responsable au Ministère de l'Information, l'un et l'autre manipulé par un groupe de pression.

Un ancien journaliste de la Radio nous a raconté comment, pour avoir cité Radio-HANOI, il avait été, sous la pression de l'Ambassadeur des Etats-Unis, sévèrement vilipendé par son supérieur.

Comment les autorités locales conçoivent-elles le rôle des mass-media ? Le Président AHIDJO, lors de l'inauguration de la Maison de la Radio-YAOUNDE, le 30 septembre 1965 (1) devait déclarer :

"Notre information ne peut pas se permettre comme là où l'Etat est affermi sur un passé séculaire, de refléter les clans et les intérêts, les fractions et les chapelles... Le rôle de la presse reste d'informer et d'éduquer à l'intérieur, exposer et persuader à l'extérieur... Il y a des pays où la presse joue un rôle considérable dans les affaires de la Nation. Puisse-t-elle être ainsi chez nous, tournant le dos à la subversion et au mensonge, mais orientée vers le bien et le salut public".

Mais entre les déclarations de nos autorités et les pratiques courantes, existe une contradiction flagrante que J. FOLLIET explique ainsi :

"Tous les pouvoirs, quels qu'ils soient, et particulièrement les pouvoirs politiques... ont besoin pour agir, d'une information complète et exacte en même temps,

(1) Bibliothèque de l'O.R.T.F. , Paris

par une contradiction peu consciente, ils ont toujours plus ou moins peur de cette information, soit qu'elle leur apprenne des vérités épineuses, soit qu'elle les gêne dans leur entreprise". (1)

(1) In L'Information Moderne et le Droit à l'Information dans Chronique Sociale de France, p. 116

18 février 1971

102/MINPO/SDR/N

NOTE DE SERVICE

à tous les agents du Journal Parlé

Pour éviter les fausses manœuvres qui ont pu avoir lieu dans le passé, il vous est demandé de ne jamais diffuser ni en Français ni en Anglais, aucune information émanant d'une Agence et concernant le Cameroun sans l'autorisation du Rédacteur en Chef ou de son Adjoint. Pareilles dépêches devront au préalable être présentées au Rédacteur en Chef ou à son Adjoint qui jugeront de l'opportunité de leur diffusion.

LE REDACTEUR EN CHEF-ADJOINT


Henri BAIDOLO

HB/CA

MINISTERE DE L'INFORMATION
DIRECTION DE LA RADIODIFFUSION

YAOUNDE, le 14 avril 1971

N° 115 MINPO/SDR/N

-NOTE DE SERVICE-

Il y a souvent dans l'actualité des informations à sensation telles

- les enlèvements de personnalités
- les détournements d'avions
- les assassinats
- les procès
- les coups d'Etat
- les manifestations étudiantes ou autres
- les grèves, etc...

ce sont là des informations qui pourraient constituer les grands titres de l'actualité mais ^{ou} il faudrait exploiter avec la plus grande circonspection.

Il faut davantage tenir compte que ce sont des actes de violence qui vont à l'encontre de la fondamentale de la politique de notre pays.

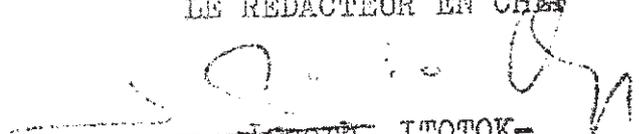
Les journalistes devront désormais s'abstenir de diffuser parcelles nouvelles, avant l'avis du Rédacteur en Chef ou du Rédacteur en Chef-Adjoint sauf avis d'une autorité supérieure. Si les autres Radiodiffusions ou organes de presse en font état, pour ne pas donner l'impression que notre Radiodiffusion est sous-informée, on peut signaler le fait sans extension ni expansion. Si le cas vous paraît délicat, vous avez toujours la ressource de téléphoner au domicile du Rédacteur en Chef, soit du Directeur de la Radiodiffusion ou du Ministre de l'Information.

Il y a notamment lieu de s'abstenir de toute publicité autour des difficultés politiques que connaîtraient les pays africains et spécialement les pays voisins.

En ce qui concerne les informations d'Agences citant le Cameroun, elles ne peuvent être diffusées qu'après avis du Rédacteur en Chef ou du Rédacteur en Chef-Adjoint.

Ce rappel des instructions déjà connues élimine tout appel à l'indulgence du Rédacteur en Chef en cas d'infraction aux dispositions ci-dessus rappelées par les journalistes du Service des Nouvelles.

LE REDACTEUR EN CHEF


Joseph ITOTOK

CHAPITRE TROISIEME

=====

UNE SEMAINE D'INFORMATION AVEC RADIO-YAOUNDE

du 16 au 22 Août 1971

Nous aurions pu analyser toute une série d'éditions du Journal Parlé au cours des deux mois de juillet et d'août 1971.

Etant au CAMEROUN, tout à tour avec les journalistes et le public, nous avons pu nous rendre compte de visu de ce qui arrivait aux nouvelles dès qu'elles entraient à la Radio.

A YAOUNDE, une autre caractéristique particulière, "Radio-Trottoir" (1) vous met plus vite au courant que la Radio nationale. Ainsi dans l'après-midi de la journée du 16 août 1971, nous avons eu connaissance de l'accident mortel, qui avait causé la mort d'une animatrice de la Radio. Celle-ci, qui fonctionne pourtant de 12 H à 23 H 30 sans interruption, n'a annoncé la nouvelle qu'à 20 H.

Mais il nous fallait une semaine pleine d'actualités, pleine des discours des autorités et de beaucoup d'événements internationaux marquants.

(1) Rumeur publique souvent fondée.

Nous pouvons dire que le hasard nous a bien servi. Dans la semaine du 16 au 22 août coïncida^{en}it d'une part la "fête du téléphone", raccordement des principales villes du Cameroun au réseau téléphonique automatique, d'autre part la crise monétaire, crise qui a permis aux journalistes d'abrutir les auditeurs des mots techniques qu'ils étaient eux-mêmes loin de comprendre.

Lundi 16 août 1971 - édition de 7 H 15

- Durée : 17 mn
- Journaliste : I. B. MOUNDOLOCK
- Nouvelles nationales
 - Inauguration du central téléphonique par le Président AHIDJO : 55 secondes
- Nouvelles africaines
 - Tribunal militaire du Soudan : 25 secondes
 - Message du Président SADATE au Président MOKTAR OULD DADA : 30 secondes
 - Le Congrès de l'Institut International de droit d'expression française à BUJUMBURA : 42 secondes
- Nouvelles du reste du monde
 - Mort du dollar : 2 minutes 40 secondes
 - Irlande du Nord : 32 secondes
 - Proche-Orient : 30 secondes
 - Information générale : 27 secondes

Lundi 16 août 1971 - édition de 13 H

- Durée : 26 mn
- Journaliste : M. N...
- Nouvelles nationales
 - Discours du Ministre des P.T.T. : 18 minutes
 - Sport : 1 minute 40 secondes
- Nouvelles africaines
 - Déclaration du Chef de l'Etat de l'UGANDA : 22 secondes
 - Tribunal Populaire libyen : 27 secondes
- Nouvelles du reste du monde
 - Crise monétaire : 3 minutes 30 secondes
 - Irlande du Nord : 47 secondes
 - Sud-Est Asiatique : 32 secondes
 - Proche-Orient : 45 secondes

Lundi 16 août 1971 - édition de 20 H

- Durée : 8 mn
- Journalistes : A. MBENGUE
J.V. TCHINENOM
I.B. MOUNDOLOCK
- Nouvelles nationales
 - Décès accidentel d'une animatrice de la Radio : 2 mn 55 secondes
 - Téléphone automatique : 40 secondes
 - Football : 1 mn 10 secondes
- Nouvelles africaines
 - Visite du Président BANDA en Afrique du Sud : 20 secondes

- Egypte : 25 secondes
- Voyage officiel du Président Francisco MACIAS NGUEMA à BRAZZAVILLE : 32 secondes
- Médiation de la Somalie : 30 secondes
- Nouvelles du reste du monde
 - Procès du cheikh MUJIBUR RHAMAN : 15 secondes
 - 19è conseil international du café : 25 secondes

<u>Nouvelles</u>	<u>Durée</u>	<u>Nombre de titres</u>
Nationales	24 mn 15 s.	6
Africaines	3 mn 43 s.	8
Reste du monde	9 mn 23 s.	10

Voici un tableau récapitulatif de la durée de toutes les informations de la journée.

N.B. Le fait marquant est l'intégralité du discours du Ministre qui est passé à la Radio, il est vrai en fin de journal, sans commentaire.

Mardi 17 août 1917 - édition de 7 H 15

- Durée : 7 mn
- Journalistes : J. ITOTOK
I. B. MOUNDOLOCK
- Sommaire du journal : 40 secondes
- Nouvelles nationales
 - Rappel de la mort de l'animatrice : 20 secondes
 - Communiqué du Premier Ministre : 15 secondes

- Nouvelles africaines

- Fête nationale du Gabon : 35 secondes
- Relations diplomatiques entre BANGUI et BONN : 55 secondes
- Deux astronautes américains au MOZAMBIQUE : 15 secondes
- R.A.U. : 45 secondes

- Nouvelles du reste du monde

- Crise monétaire : 1 mn 35 secondes
- Israël : 35 secondes
- Information générale : 10 secondes

Mardi 17 août 1977 - édition de 13 H

- Durée : 12 mn
- Journaliste : H. BANDOLO

- Nouvelles nationales

- Télégramme officiel : 35 secondes
- Arrêté et décret de la Présidence : 3 mn 55 secondes
- Garoua : 25 secondes

- Nouvelles d'Afrique

- Choléra au Tchad : 20 secondes

- Nouvelles du reste du monde

- Crise monétaire : 55 secondes + une bande
- Iran reconnaît Pékin : 55 secondes
- la guerre du Viet-Nam : 25 secondes
- Israël déporte la population palestinienne : 25 secondes
- Informations générales
 - . Afrique du Sud : 30 secondes
 - . HONG-KONG : 30 secondes
 - . Satellite "EOIE" : 30 secondes

Mardi 17 août - édition de 20 H

- Durée : 15 mn
- Journalistes : J. ITOTOK - M. N...
- Editorial : 1 mn 25 secondes
- Nouvelles nationales
 - Inauguration du téléphone à GAROUA : 25 secondes
 - Une Ambassade du CAMEROUN à PEKIN : 15 secondes
 - Quinzaine de la prévention : 41 secondes + une bande
 - Affectations : 1 mn 20 secondes
 - Sports : 3 mn 20 secondes
- Nouvelles d'Afrique
 - Corruption en OUGANDA : 45 secondes
 - Soudan : 42 secondes
- Nouvelles du reste du monde
 - Nations-Unies : 1 mn 56 secondes
 - Crise monétaire : 1 mn 50 secondes + une bande
 - Sud-Est asiatique : 1 mn 5 secondes
 - Irlande du Nord : 15 secondes

<u>Nouvelles</u>	<u>Durée</u>	<u>Nombre de titres</u>
Nationales	11 mn 26 s.	10
Africaines	5 mn 02 s.	7
Reste du monde	18 mn 32 s.	14

Mercredi 18 août 1971 - édition de 7 H 15

- Durée : 7 mn
- Journalistes : J. NDI
I.B. MOUNDOLOCK
- Nouvelles nationales
 - Inauguration du téléphone : 10 secondes
 - Prévoyance sociale : 2 mn 18 secondes + 3 extraits
de bande
- Nouvelles africaines
 - Sommet de DAMAS : 57 secondes
 - Procès du CAIRE : 20 secondes
 - Procès de LIBYE : 9 secondes
 - Procès de KINSHASA : 20 secondes
- Nouvelles du reste du monde
 - Iran reconnaît PEKIN : 1 mn

Mercredi 18 août 1971 - édition de 13 H

- Durée : 12 mn
- Journalistes : A. M'BENGUE
M. N...
- Nouvelles nationales
 - Communiqué sportif : 45 secondes
 - Nominations : 1 mn
 - Signature d'une convention : 1 mn 12 secondes + 1 bande
 - Interview du Ministre des Affaires Etrangères
de la République Centrafricaine : 25 secondes
 - Appel de Radio-GAROUA : 1 mn 10 secondes + 1 bande
- Nouvelles africaines
 - Rien à signaler

- Nouvelles du reste du monde

- Le PEROU veut rompre avec PARIS : 50 secondes
- Coups de feu en IRLANDE du NORD : 24 secondes
- NATIONS-UNIES : 1 mn 15 secondes
- L'Ermite des Cocotiers : 30 secondes
- Réunion des 6 à BRUXELLES : 1 mn 15 secondes

Mercredi 18 août 1971 - édition de 20 H

- Durée : 12 mn
- Journalistes : MM. N... - N...
- Sommaire : 50 secondes

- Nouvelles nationales

- Communiqué sportif : 15 secondes
- Message présidentiel à l'Emir de BANREIN : 10 secondes
- Inauguration du téléphone : 55 secondes
- Exposition des Gravures d'Esquimaux : 30 secondes

- Nouvelles africaines

- Procès de Rolf STEINER à KHARTOUM : 31 secondes
- Fédération Arabe : 54 secondes + 1 bande

- Nouvelles du reste du monde

- Réunion des 6 à BRUXELLES : 42 secondes
- Sud-Est asiatique : 1 mn 20 secondes
- PAKISTAN : 45 secondes
- Informations générales
 - . Tremblements de terre du PEROU : 13 secondes
 - . Accident d'avion militaire en ALLEMAGNE : 24 secondes

<u>Nouvelles</u>	<u>Durée</u>	<u>Nombre de titres</u>
Nationales	11 mn 4 s.	11
Africaines	3 mn 11 s.	6
Reste du monde	8 mn 39 s.	11
TOTAL	22 mn 54 s.	28

Jeudi 19 août 1971 - édition de 7 H 15

- Durée : 13 mn
- Journaliste : J.B. MOUNDOLOCK
- Nouvelles nationales
 - Communiqué de l'Electricité du CAMEROUN : 15 secondes
- Nouvelles africaines
 - Mini-sommet à DAMAS : 8 secondes
- Nouvelles du reste du monde
 - Crise monétaire : 4 mn
 - Sud-Vietnam : 46 secondes
 - Pakistan : 1 mn 46 secondes
 - Réunion des Quatre Grands : 54 secondes
 - Président NIXON dans l'ILLINOIS : 55 secondes
 - Naissance de quintuplés en Angleterre : 20 secondes

Jeudi 19 août 1971 - édition de 13 h

- Durée : 23 mn
- Journalistes : J.V. TCHINENOM
 OUMAROU SANDA
 A.M. BENGUE
- Nouvelles nationales
 - Sport : 4 mn 29 secondes
 - Communiqué du Ministère du Développement
 Industriel et Commercial : 38 secondes
- Nouvelles africaines
 - Séjour du Ministre Centrafricain des Affaires
 Etrangères à GAROUA : 45 secondes + 1 bande
 - Remaniement ministériel en MAURITANIE : 17 secondes
 - Président égyptien en ARABIE SEOUDITE : 38 secondes
- Nouvelles du reste du monde
 - Crise monétaire : 1 mn 26 secondes
 - Sommet de DAMAS : 17 secondes
 - Sud-Vietnam : 2 mn
 - Complot découvert en BOLIVIE : 43 secondes

Jeudi 19 août 1971 - édition de 20 H

- Durée : 19 mn
- Journalistes : J. ITOTOK - M. N...
- Sommaire : 1 mn
- Nouvelles nationales
 - Communiqués : 3 mn 25 secondes
 - Sport : 1 mn 30 secondes
 - Concert : 1 mn 2 secondes + 1 bande

- Nouvelles africaines

- Incidents entre les deux CONGOS : 1 mn 26 secondes
- Fin de la visite du Président Equato-guinéen au CONGO-BRAZZAVILLE : 1 mn 6 secondes
- Prochain sommet de l'OCAM : 1 mn 26 secondes

- Nouvelles du reste du monde

- Sommet de DAMAS : 1 mn 5 secondes
- Fin des émeutes aux PHILIPPINES : 15 secondes
- Les Députés pakistanais : 1 mn 5 secondes
- Crise monétaire : 3 mn 21 secondes
- 126^e séance des pourparlers de PARIS : 1 mn 55 secondes
- Interview d'un docteur en Sciences Economiques par J. ITOTOK sur la crise monétaire

<u>Nouvelles</u>	<u>Durée</u>	<u>Nombre de titres</u>
Nationales	9 mn 49 s.	8
Africaines	5 mn 46 s.	7
Reste du monde	19 mn 33 s.	15
TOTAL	35 mn 8 s.	30

Vendredi 20 août 1971 - édition de 7 H 15

- Durée : 10 mn
- Journaliste : I.B. MOUNDOLOCK
- Nouvelles nationales
 - Séance de l'Assemblée Fédérale : 40 secondes
- Nouvelles africaines
 - M. KANE séjourne à LOME : 52 secondes
 - Procès de KINSHASA : 56 secondes
 - Réunion des 6 Sages à KINSHASA : 1 mn 25 secondes
 - Fin du voyage du Président BANDA en AFRIQUE du SUD : 22 secondes
- Nouvelles du reste du monde
 - Nations-Unies : 42 secondes
 - Sommet de DAMAS : 37 secondes
 - Problèmes monétaires : 3 mn 37 secondes
 - Affaire de BERLIN : 34 secondes

Vendredi 20 août 1971 - édition de 13 H

- Durée : 10 mn
- Journaliste : M. N...
- Nouvelles nationales
 - Fin de stage : 2 mn 15 secondes + 1 bande
 - Communiqué du Ministère des Finances : 20 secondes
- Nouvelles africaines
 - Maroc : 18^e anniversaire de la Révolution : 42 secondes
- Nouvelles du reste du monde
 - Rencontre des Coréens du Nord et du Sud : 50 secondes
 - Situation confuse en BOLIVIE : 40 secondes

- Elections au SUD-VIETNAM : 1 mn 55 secondes
- ISRAEL durcit sa position : 2 mn 8 secondes
- O.N.U. : 40 secondes

Vendredi 20 août 1971 - édition 20 H

- Durée : 15 mn
- Journalistes : J. ITOTOK
I. B. MOUNDOLOCK
- Sommaire : 1 mn 2 secondes
- Nouvelles nationales
 - Communiqué de l'Assemblée : 1 mn 7 secondes
 - Communiqué du Premier Ministre : 28 secondes
 - Fin de stage : 1 mn 10 secondes
- Nouvelles africaines
 - Procès de KINSHASA
 - Le Secrétaire Général de l'OCAM à COTONOU : 48 secondes
- Nouvelles du Reste du monde
 - Proche-Orient : 1 mn 35 secondes
 - Sud-Est asiatique : 40 secondes
 - Chronique sur la crise monétaire

<u>Nouvelles</u>	<u>Durée</u>	<u>Nombre de titres</u>
Nationales	6 mn	6
Africaines	7 mn 35 s.	8
Reste du monde	9 mn 28 s.	11
TOTAL	25 mn 3 s.	25

Samedi 21 août 1971 - édition de 7 H 15

- Durée : 9 mn
- Journaliste : I. B. MOUNDOLOCK
- Nouvelles nationales
 - Séance plénière de l'Assemblée Nationale : 55 secondes
- Nouvelles africaines
 - Rupture de relations diplomatiques
entre les deux CONGOS : 25 secondes
- Nouvelles du reste du monde
 - Problèmes monétaires : 1 mn 13 secondes
 - Coup d'Etat en BOLIVIE : 1 mn 40 secondes
 - Chine Populaire à l'O.N.U. : 1 mn 30 secondes
 - Proche-Orient : 1 mn 25 secondes

Samedi 21 août 1971 - édition de 13 H

- Durée : 10 mn
- Journalistes : J. V. TCHINENOM
G. G. ESSOMBA
- Nouvelles nationales
 - Communiqué de la Régifercam : 15 secondes
 - Communiqué de la Présidence : 30 secondes
- Nouvelles africaines
 - Le Secrétaire Général de l'OCAM à COTONOU : 47 secondes
 - Visite de M. DIGGS à NOUAKCHOTT : 30 secondes
- Nouvelles du reste du monde
 - Anniversaire de l'invasion de la TCHECOSLO-
VAQUIE : 1 mn 5 secondes
 - Interview de M. BRANDT à la télévision allemande : 40 sec.

- F.M.I. et la crise monétaire : 1 mn 25 secondes
- CHINE à l'O.N.U. : 1 mn 10 secondes
- Inondation à VIENTIANE : 30 secondes
- Sommet de DAMAS : 53 secondes

Samedi 21 août 1971 - édition de 20 H

- Durée : 10 mn
- Journaliste : M. N...
- Nouvelles nationales
 - Communiqué de la Fédération Camerounaise de Volley-Ball : 15 secondes
 - Communiqué du Ministère de la Jeunesse : 50 secondes
 - Communiqué de la Régifercam : 23 secondes
- Nouvelles africaines
 - Déclaration du Président de l'OUGANDA : 1 mn 10 sec.
- Nouvelles du reste du monde
 - Problèmes monétaires : 1 mn 25 secondes
 - Elections du SUD-VIETNAM : 15 secondes
 - Moyen-Orient : 1 mn 20 secondes
 - Révolte aux PHILIPPINES : 1 mn 11 secondes
 - Anniversaire de l'invasion de la TCHECOSLOVAQUIE : 1 mn 25 secondes

<u>Nouvelles</u>	<u>Durée</u>	<u>Nombre de titres</u>
Nationales	3 mn 8 s.	6
Africaines	3 mn 45 s.	5
Reste du monde	16 mn 14 s.	13
TOTAL	23 mn 7 s.	24

Dimanche 22 août 1971 - édition de 8 H

- Durée : 20 mn
- Journalistes : I. B. MOUNDOLOCK
A. M'BENGUE
- Nouvelles nationales
 - Communiqué du Ministère de la Santé : 1 mn 41 secondes
 - Sport : 10 mn 15 secondes
- Nouvelles africaines
 - Semaines sur l'Environnement à ADDIS-
ABEBA : 1 mn 10 secondes
 - OUA : 1 mn 53 secondes
- Nouvelles du reste du monde
 - Situation confuse en BOLIVIE : 1 mn 22 secondes
 - Sud-Est asiatique : 1 mn 15 secondes

Dimanche 22 août 1971 - édition 13 H

Dimanche 22 août 1971 - édition de 20 H

- Durée : 20 mn
- Journaliste : M. N...
- Sommaire : 1 mn 27 secondes
- Nouvelles nationales
 - Sport : 52 secondes
- Nouvelles africaines
 - Visite du Premier Ministre du GHANA en
HAUTE-VOLTA : 1 mn 20 secondes
- Nouvelles du reste du monde
 - Message de félicitations de MAO TSE TOUNG : 1 mn 25 s.
 - Un Ambassadeur britannique auprès de la C.E.E. : 50 s.

- Crise monétaire au JAPON : 1 mn 7 secondes
- Message aux Ambassades de Philippines : 1 mn 12 s.
- Elections au SUD-VIETNAM : 1 mn 35 secondes
- Ambassadeur de CHINE Populaire au KOWEIT : 1 mn 12 s.
- Télégramme du Maréchal TITO : 50 secondes
- Les agents du F.B.I. : 53 secondes
- Coup d'Etat en BOLIVIE : 1 mn 47 secondes
- Dévaluation de la livre israélienne : 1 mn 31 secondes
- Déclaration de M. SCHEEL : 1 mn 3 secondes
- Une sonde soviétique dans l'espace : 1 mn 30 secondes

N.B. Nous n'avons pu obtenir le journal de Dimanche 22 août 1971,
édition de 13 H....

"Les nouvelles des Radios des pays voisins sont beaucoup plus complètes, précises et mieux expliquées, surtout quand il y a un fait important à l'étranger et des fois, ici-même à l'intérieur de notre pays. Par exemple, quand il y avait l'épidémie de choléra ici, eux ils précisait le nombre de nos morts, et que les nôtres disaient vaguement que le choléra avait atteint la baie du WOURI".

Le Journal Parlé reste avant tout l'affaire des journalistes qui le créent et des moyens dont ils disposent. A YAOUNDE, les uns et les autres font défaut. Quand nous avons demandé au Directeur de la Radio le nombre de journalistes en service au Journal Parlé, sa réponse : "Un ou deux" nous avait laissé pantois.

Aussi méchante qu'elle puisse paraître, elle reflète la triste réalité.

CHAPITRE DEUXIEME

DES HOMMES ET DES OUTILS

"La formation professionnelle s'acquiert de plus en plus dans les écoles de journalisme. Cette tendance répond à la conviction qu'une profession intellectuelle exige un personnel instruit et conscient de ses responsabilités morales".

Wilbur SCHRAMM

DES HOMMES

Le peu de temps que nous avons passé au service du Journal Parlé nous a suffi pour nous faire une idée de nos futurs confrères. Cependant, nous tenons à souligner que nous ne les jugeons pas. D'ailleurs, nous ne voyons pas au nom de quel droit, de quelle morale et de quelle compétence nous jouerions à ce jeu.

Tous les journalistes de la Radiodiffusion sont des fonctionnaires. Voilà bien une platitude digne de LAPALISSE, mais qui à Yaoundé possède sa signification.

Ils sont "fonctionnaristes", du Directeur que nous n'avons pu rencontrer qu'une fois puisqu'absorbé par des activités plus politiques et administratives que vraiment journalis-

tiques -jusqu'à la petite dactylo qui frappe les notes de service.

Ces agents ont pleinement conscience que leur salaire, leur emploi, n'est pas lié à la rentabilité et à la bonne marche des services de la Radio. Elle pourra s'arrêter d'émettre, la Fonction Publique continuera à leur verser le salaire.

Dans les faits, cette mentalité se caractérise peut-être par des absences que nous n'avons pas remarquées, mais surtout par des retards, et par un certain laisser-aller. Les journalistes manquent complètement de tout esprit d'initiative et d'innovation.

Ils arrivent à la Radio à 8 H 30, quand ce n'est pas 9 H, donc plus tard que les autres fonctionnaires, rentrent à midi, pour revenir à 14 H 30. En somme, ils veulent faire leurs huit heures de travail par jour.

Tout journaliste camerounais, s'il n'est animé par un esprit de sacrifice qui doit guider chacun de nous pour construire notre pays, a failli à sa mission : informer et éduquer.

On a l'impression que tel ou tel agent n'est journaliste que pendant le moment où il se trouve dans la Maison de la Radio. Il nie donc l'adage qui fait dire à un journaliste "L'événement est mon maître".

Ajoutez à cette description la caractéristique fondamentale de l'Administration de YAOUNDE. D'une part, une centralisation rigoureuse qui implique d'autre part une fuite des responsabilités et des sacrifices.

Pourra-t-on s'étonner, comme nos anciens camarades

de la précédente promotion, qui dans toutes leurs lettres, soulignent le manque d'esprit et de conscience professionnelle à tous les échelons et à tous les services de l'Information au CAMEROUN !

La Radiodiffusion nationale manque quantitativement et qualitativement de journalistes. Aussi peut-on partager le désespoir du Rédacteur en chef, enfermé dans son triste bureau exigu, qu'il partage d'ailleurs avec son adjoint. On n'y voit nulle part, ni organigramme, ni quelque tableau de renseignements exception faite d'une vieille carte du pays, de la commune photo du Président de la République, et du tableau des horaires d'avion.

Le service du Journal Parlé en Français au moment de notre passage regroupait une douzaine d'agents. Huit rédacteurs remplissant le rôle de journalistes, deux dactylographes et un traducteur Anglais-Français.

L'équipe, en dépit d'un manque certain d'homogénéité, paraît assez jeune ; on peut situer sa moyenne d'âge à 30 ans.

Huit personnes pour établir trois journaux par jour, voilà un record à battre et une grande difficulté à surmonter. La première victime de cette carance d'agents est la qualité même du Journal Parlé.

Il en faudrait au moins le double du nombre actuel. Espérons qu'en juillet 1973, la première fournée de l'Ecole Supérieure Internationale de Journalisme de YAOUNDE (ESIJY) comblera un peu le fossé.

En attendant, les journalistes ne pourraient-ils pas faire plus que les huit heures quotidiennes ? Quel que soit, en effet, le corps de notre Fonction Publique, si une génération n'accepte de se

sacrifier pour la postérité, nous en serons encore aux tâtonnements dans vingt ans.

D'autre part, les pouvoirs publics devraient les "inciter à la production", comme en République du ZAIRE où les journalistes de la Radiodiffusion ont un statut, ou du moins un traitement spécial parce qu'ils travaillent, avec des horaires impossibles, plus que leurs confrères de la presse écrite.

Humainement, il n'est pas concevable de travailler chaque jour pendant 12 H ou 14 H, pour être payé pour 8 heures.

ECOLE ET MYTHE DU DIPLOME

Cet esprit de combativité s'acquiert généralement sur les bancs de l'Ecole. Nous ne voudrions pas vanter ici les mérites hypothétiques et utopiques d'un diplôme. L'on peut sortir d'une Ecole Supérieure de Journalisme, nanti d'un grade, et n'être pourtant qu'un piètre journaliste. Malheureusement, comme dit René DUMONT :

"L'école africaine, surtout du fait des privilèges de caste, est actuellement considérée comme une source de culture, certes, mais surtout comme un moyen d'accès aux "paradis" du pouvoir et de l'administration" (1)

Tous les journalistes de Radio-CAMEROUN ont suivi au moins un début d'études secondaires. Un seul possède une Maîtrise en Lettres et un autre aurait passé une seule année dans une école française de journalisme.

(1) Cité par W. SCHRAMM, op. cit. p. 138

Mais les uns et les autres ont suivi des stages d'une durée variant entre 3 et 18 mois dans des Instituts spécialisés. Comme Maisons-Laffitte, près de PARIS en FRANCE, la BBC en ANGLETERRE, la Deutche Welle à COLOGNE en ALLEMAGNE ou encore la Radio-Nederland à HILVERSUM aux PAYS-BAS.

De ces Instituts, ils reviennent tous animateurs locaux, animateurs de programme ou de chaîne, mais d'un animateur à un journaliste, il y a tout un monde.

Que ce soit le stage de 3 mois ou la formation en 3 ans dans une Ecole Supérieure, la formation à l'étranger du journaliste camerounais correspond-elle aux réalités du pays ?

Formés nous-mêmes pendant trois ans en FRANCE, et sachant de quoi nous parlons, nous n'hésiterons pas à répondre négativement. Formés en Occident, par des méthodes conçues et adaptées à ce monde, nous sommes bons pour travailler seulement en Occident.

D'ailleurs, certains de nos professeurs à LILLE ne nous ont jamais caché cette "fantaisie de nos Dirigeants". Comme pour renchérir, un haut dignitaire du Ministère de l'Information nous donnait ce conseil :

"La première chose à faire quand tu vas entrer dans la vie professionnelle, c'est d'oublier tout ce que tu as appris à LILLE pendant trois ans".

Faut-il supprimer l'Ecole ? Nous ne croyons pas. Malheureusement l'ancienne puissance tutrice ^{NOUS} a inoculé un mal incurable : le culte du Diplôme.

On peut déplorer le fait qu'en FRANCE, en AFRIQUE, et

Autre
partie

11

11

surtout au CAMEROUN, le salaire de l'ouvrier, du fonctionnaire, soit fixé, non pas proportionnellement à son rendement, mais suivant son grade. Surtout dans un domaine aussi vaste que le journalisme, et où les spécialistes affirment de plus en plus qu' "on ne naît pas journaliste, mais on le devient".

Quoi de plus normal pensent certains que de se donner toutes les peines du monde, pendant trois ans pour décrocher son diplôme et ensuite se reposer et dormir pendant sa carrière.

A Radio-YAOUNDE, les autorités avaient refusé d'embaucher un animateur camerounais sous prétexte qu'il ne possédait aucun diplôme. Actuellement, brillant journaliste aux dires de tous, il travaillerait dans un Office de Radio et de Télévision d'un pays d'Europe. Ses émissions seraient très appréciées des autres pays africains qui les achètent.

Toute cette psychose du diplôme a atteint son maximum dans l'Information, depuis la promulgation du Statut des Journalistes en 1970.

Anciens amis hier, certains journalistes avaient subi les mêmes épreuves à YAOUNDE pour entrer dans les écoles françaises, mais s'étaient vus arbitrairement envoyés à la Rue du LOUVRE (1) ou au Boulevard VAUBAN (2). Aujourd'hui ennemis, parce que le Statut privilégie certains en les mettant à la catégorie supérieure.

Nous osons espérer que la création au CAMEROUN d'une Ecole de Journalisme résoudra nombre de difficultés, tant par la quantité que par l'uniformisation des Diplômes.

(1) Centre de Formation des Journalistes de PARIS

(2) Ecole Supérieure de Journalisme de LILLE

*En a
causé
il n'y en
après, faisait-il?*

Elle ne manquera pas de redorer le blason d'un métier **pratique**, considérait-on jusqu'à présent, par des gens qui ne pouvaient pas exercer une autre profession.

La qualité de nos journalistes laisse aussi à désirer, surtout pour faire passer le message. Ils ne prennent pas en considération le public dont A. PRADALIE affirme (1) :

"A la Radio plus que partout ailleurs, il faut tenir compte des conditions psychologiques de l'audition. Le public n'est pas comme au théâtre ou au cinéma, sous l'influence directe du metteur en scène. La meilleure preuve est qu'il peut s'évader à n'importe quel moment en tournant le bouton".

Et J. CAZENEUVE d'ajouter (2) :

"Le poste récepteur est un instrument que l'on a sous la main, que l'on met en marche et que l'on arrête à volonté... sans qu'il soit nécessaire de se déranger".

UN MATERIEL DE FORTUNE

En Europe -et nos auditeurs en sont encore là, comme l'a montré la question n° 6 de notre enquête- certains esprits brillants ont enseigné pendant longtemps, les règles fondamentales de "l'art de réussir à la Radio".

Maintenant, on a récusé l'existence des voix radiophoniques, voire radiogéniques. L'amélioration des techniques

(1) Op. cit. p. 115

(2) Sociologie de la Radio-télévision p. 30

d'émission et de réception a facilité seules les conditions d'écoute.

Hélas, au CAMEROUN, le matériel technique date des premières années de l'après-guerre. La Radio ne connaît pas moins de difficultés dues à cette vétusté de son infrastructure et aux conditions atmosphériques de la zone tropicale.

Nous avons déjà mentionné plus haut que le poste national n'arrivait pas à couvrir toute l'étendue du territoire. Il n'est même pas besoin de se trouver loin du poste émetteur pour s'en rendre compte.

Il est 13 H, vous vous trouvez à ZIMA, petite localité située à une soixantaine de kilomètres au Nord de YAOUNDE, vous pouvez à peine suivre le journal parlé, si vous possédez un bon récepteur. Pourtant, là, à la même heure, vous captez bien SANTA-ISABELLE (1) ou Radio-GABON.

Il semblerait que ces conditions atmosphériques causeraient les mêmes ennuis à toutes les Radios émettant dans la zone tropicale, à l'intérieur de laquelle les saisons, les forêts, les champs absorbent les ondes et perturbent leur bonne propagation.

Ainsi donc, Radio-YAOUNDE se trouve dans l'obligation de changer deux fois par jour sa fréquence suivant la plus ou moins intensité de l'atmosphère (2).

Nous pouvons définir la fréquence comme le nombre de vibrations par seconde d'un son. Exprimée en hertz (hz) elle sert d'unité de mesure pour la radiodiffusion.

(1) Capitale et siège de la Radio de la République Equato-GUINEENNE.

(2) Cf. p. 34

En général, cette dernière émet entre 800 kilohertz (Khz) et 100.10^9 hz en trois groupes d'ondes.

- Ondes courtes (OC) entre 30 et 3 mégahertz (Mghz)
- Ondes moyennes (OM) entre 3 et 0,3 Mghz
- Ondes Longues (G.O.) entre 0,3 et 0,003 Mghz

Les ondes longues ne peuvent porter que sur une courte distance, ce qui n'est pas le cas pour les ondes courtes.

Pour faire face aux intempéries de la zone tropicale, Radio-YAOUNDE émet en ondes dites tropicales comprises dans la gamme d'ondes courtes. On croit pouvoir les situer entre 5 et 9 Mghz, certains spécialistes vont même loin en leur donnant une fréquence de 7 Mghz.

Le Directeur-Adjoint de la Radio-YAOUNDE, spécialiste en électronique, nous a laissé entendre qu'émettre dans ces conditions, et encore en modulation d'amplitude, n'était qu'un palliatif. Les émissions en modulation de fréquence restent l'idéal et l'objectif.

Mais les inconvénients de cette dernière technique l'emportent sur les qualités qu'il nous a citées. La Modulation de Fréquence certes ne décapite pas les sons, ne connaît ni souffle, ni parasite, elle évite les brouillages.

Il oublie que, d'une part, équiper les récepteurs de Modulation de Fréquence implique ipso-facto la hausse des prix de ceux-ci. Pour des populations dont nous avons souligné le bas niveau de revenu, cette hausse à la vente constituera un frein à l'information.

Ensuite, la Modulation de Fréquence n'a qu'une portée

limitée, elle ne se propage qu'en ligne droite. La moindre montagne arrête ses ondes dont la portée maximum est de 80 à 100 KM.

Pour un pays dont l'objectif est de couvrir l'étendue du territoire, il nous semble très préjudiciable d'adopter pour le moment cette technique, même si on prévoit la construction des relais. Il faut que la Radio touche le plus de Camerounais possible.

Beaucoup de difficultés ont surgi sur notre chemin pour trouver des chiffres officiels qui donnent le nombre de récepteurs fonctionnant au Cameroun.

Selón les statistiques de l'UNESCO de 1964, le Cameroun aurait 0,3 poste récepteur pour 1000 habitants, contre 1,3 poste en République Populaire du Congo et 1,7 en Côte d'Ivoire.

En 1966, l'enquête MARCOMER-IFOP avançait le chiffre de 150 000 postes récepteurs dont 110 000 en brousse.

En 1971, "Information et Publicité" (1) citait le nombre de 480 000 récepteurs.

Pour exagérées que puissent paraître les dernières estimations auxquelles il faudrait ajouter environ 3 000 télédiffuseurs, elles restent en dessous du chiffre fixé par les autorités : une famille, un poste de Radio.

Le Gouvernement avec l'installation d'une usine de fabrication et de montage de récepteurs à DOUALA, -l'Usine Equatorial Electronique- voulait mettre le poste récepteur à la portée de toutes les bourses.

(1) Op. cit.

Il a assigné à cette usine de produire ^{8 000} à 9 000 récepteurs par an. Cependant durant l'année fiscale 1968-1969, l'usine a produit 20 000 postes et l'année suivante 1969-1970, ce chiffre a atteint 60 000 unités. (1)

Toutefois, ces appareils coûtent encore cher, car ils restent des postes japonais à 80 % : "SHARP" Licence Hayakama Electronic ; "SONY" corporation, NATIONAL, NIVICO-NISSHO electronic. Cette floraison de licences japonaises justifie l'importation de 145 t de pièces détachées pour radio effectuée au cours de l'année 1969, atteignant une valeur nominale de 218 millions de francs CFA.

Les besoins du Cameroun dans le domaine de la Radio manquent de précisions. Les autorités estiment qu'il faut 45 000 récepteurs par an, mais les spécialistes de l'information et les importateurs d'électro-ménager avancent le chiffre de 80 000 unités par an.

Le prix d'achat d'un récepteur se situe dans une fourchette comprise entre 4 500 F CFA (pour les postes-gadgets) et 50 000 F CFA (pour les postes-meubles).

Transaction ?

Au siège même de l'émetteur à YAOUNDE, le journaliste ne rencontre pas moins de difficultés pour transformer la nouvelle en message.

La salle de rédaction du Journal Parlé en plus des caractères inhérents à toutes les salles de rédaction du monde : désordre, saleté, possède les siens propres.

(1) In Marchés Tropicaux, n° 1325 du 3.4.71

Aux onze agents de la rédaction française, il faut ajouter quatre rédacteurs anglophones, leurs deux dactylographes et leurs traducteurs. Dix-huit personnes tiennent dans une salle de 30 m² au grand maximum.

Il manque de surface pour y mettre des tables de travail pour tout le monde. Ainsi voit-on certains de ces bureaux occupés par deux journalistes qui ne peuvent pas, bien sûr, travailler en même temps.

Pour la petite histoire, nous avons remarqué une table dont le pied cassé était remplacé par des morceaux de pierre.

Toute la rédaction ne communique avec l'extérieur qu'avec un seul téléphone mural comme à la belle époque des saloons qu'on voit dans les "westerns".

Une autre originalité caractérise Radio-YAOUNDE : son système de liaison par télescripteur. Les deux télex de la Radio, un de l'Agence France-Presse (A.F.P.) et l'autre de Reuter, sont reliés, non aux centrales de ces agences à PARIS ou à LONDRES, mais à l'ACAP qui possède l'exclusivité des nouvelles, comme nous verrons plus loin.

Ces télex tombent tout à tour en panne, il semblerait qu'ils marchent rarement en même temps. Nous avons même vu, un jour, les deux appareils rester muets, sans qu'on sache pourquoi; un agent de l'ACAP apportait sur une bicyclette les dépêches sélectionnées à l'ACAP.

La Radio-CAMEROUN, en dehors des matches de football, des sorties et des rentrées présidentielles, envoie rarement ses agents en reportage, même à l'intérieur du périmètre urbain de YAOUNDE.

Le manque de moyens de déplacement limite pour le journaliste le nombre de fois de se rendre sur le lieu même de l'événement.

Le service du Journal Parlé, service parmi tant d'autres de la Radio, ne possède honteusement pas une voiture qui lui soit propre. A peine, trois agents possèdent leurs propres voitures, mais comme la Radio ne rembourse jamais les frais d'essence, quand ils effectuent un reportage, ils préfèrent s'abstenir.

C'est à ce niveau que nous évoquons plus haut l'absence de tout esprit de sacrifice.

On nous aurait pourtant laissé entendre que la Radio aurait à sa disposition 5 voitures de service. Une estafette servirait pour le transport du personnel (?). Une land-rover, idéale pour les reportages en brousse, ne serait jamais sortie du garage où l'on l'avait parquée depuis plusieurs années. Deux 404, dont une sans vitres, et l'autre ne servant que pour les "grandes occasions" (?). Enfin, une 4 L qui dort, elle aussi, au garage.

Seul un manque de coordination au niveau de la Direction de la Radiodiffusion peut expliquer ce sous-emploi du matériel roulant. Pourtant le Directeur, ancien Responsable du Journal Parlé, a connu ces difficultés.

Cette immobilité, nous dirons même immobilisation du matériel, se retrouve même au niveau du Journal Parlé.

De ses deux voitures émettrices, pompeusement appelées "NORIA" par les journalistes de la Radio, une seule fonctionne normalement. Le principe de ces émetteurs ambulants est

simple. Ces voitures sont dotées d'un petit émetteur de faible puissance que seule la Maison de la Radio peut capter. Celle-ci lui sert donc de relais.

Malheureusement, elle ne sort que "lors des grandes occasions", mais pour un journaliste dont "l'événement est l'éternel maître", qu'est-ce qu'une "grande occasion" ?

Le nombre de "NAGRA", magnétophones de reportage, d'utilisation facile pallie cette carence de matériel qui se caractérise par ailleurs par le nombre de litres d'essence mis à la disposition de chaque service pour une année.

ANNEXES

=====

AUTRES PRODUCTIONS DU JOURNAL PARLE

A la Radio, il revient à l'animateur, qu'il soit de chaîne, de programme, ou même simple animateur local de jouer "tour à tour le rôle de chanteur, de danseur, d'imitateur ou d'illusionniste". (1)

Nous avons souligné plus haut le caractère pluridimensionnel que peut revêtir l'information. Ainsi à YAOUNDE, en dehors du Journal Parlé, nous avons pu dénombrer six autres émissions d'information réalisées par le Service du Journal Parlé.

Dans le programme de Radio-YAOUNDE (2), le Journal Parlé seul occupe théoriquement 55 mn par jour, soit 6 H 25 par semaine. Sur 115 H d'émission de la "première chaîne", l'information occupe à peine 5,2 % du temps.

Ces autres émissions quotidiennes, bi-hebdomadaires, bi-mensuelles ou mensuelles augmentent ce pourcentage d'information dans les proportions que nous allons montrer plus loin. Elles occu-

(1) J.V. TCHINEMOM in Sentiers n° 38 - Nov-Déc. 1971, p.7

(2) op. cit.

pent à elles seules 5 H 31 mn se répartissant comme suit :

- Lundi, mardi, vendredi : 30 mn par jour
- Mercredi et jeudi : 28 mn chaque jour
- Samedi : 43 mn
- Dimanche : 142 mn

Soit 4,7 % du total du temps des émissions. L'ensemble des émissions d'information occupe l'antenne pendant 11 H 56 mn, soit environ 9,9 % du total.

FLASH D'INFORMATION

Au moment où nous sommes passés à YAOUNDE, on comptait un seul flash d'information par jour, à 7 H 55, juste avant la fin des émissions de la matinée. Actuellement, on compterait un autre à 18 H.

Cependant exception est faite des matinées de samedi et de dimanche, qui comptent chacune trois flashes d'information à 9 H, 10 H et 11 H.

Tenir les auditeurs au courant de l'actualité ne semble pas occuper une grande place dans l'éthique du journaliste de la Radio-CAMEROUN, il préfère leur servir des divertissements. A en juger par ces quelques titres : Musique et Publicité - Intermède musical - Variétés nationales - week-end sélection - variétés musicales - Sieste en musique - A votre choix - Au bal du samedi soir.

Nous avons remarqué que ces émissions de musique duraient au moins 6 H 29 mn pour la seule journée de samedi, soit la durée du Journal Parlé pendant toute une semaine.

Nous pouvons nous interroger sur l'origine de cette absence d'informations continues. Paresse, négligence des journalistes, ou bien manque d'informations fraîches. On pourrait pencher pour la dernière éventualité, car tous les flashes de samedi, de dimanche, ou même de 7 H 55 chaque jour, ne font que reprendre les informations données au précédent journal parlé.

BULLETIN TELEPHONIQUE

Ce bulletin constitue la seule innovation originale de Radio-YAOUNDE. Résultat sans doute des mois ou peut-être des années de tractations entre les ministères de l'Information et des P.T.T.

Le mécanisme est fort simple. A la Centrale téléphonique de YAOUNDE, se trouve enregistré un condensé de nouvelles de la dernière édition. Il suffit à n'importe quel possesseur de téléphone, de former sur son cadran, le numéro 22.40.44. Automatiquement, il entend une voix qui lui lit les dernières informations.

Mis en place par la note de service n° 117/MINFO/SDR/N du 21 avril 1971, on peut écouter ce bulletin des quatre coins du CAMEROUN, à n'importe quelle heure du jour et de la nuit. Pour de plus amples détails, nous vous prions de consulter l'annexe, p. 128 de ce mémoire.

COMMENTAIRE D'ACTUALITES

Le rédacteur en chef, ayant pris conscience que le Journal Parlé, simple lecture des nouvelles, restait incomplet et n'apprenait rien aux auditeurs, a imaginé le commentaire d'actualités, ayant pour but d'expliquer les nouvelles. Celui-ci a cependant été relégué en fin de soirée entre 21 H 15 et 21 H 25.

Dix minutes ne suffisent pas pour commenter l'actualité, le responsable de l'émission donne son point de vue personnel sur tel ou tel événement, surtout celui qui ne pourra pas lui valoir des remontrances de la part de ses supérieurs hiérarchiques.

Nous pouvons affirmer, vu l'heure tardive de ce commentaire, qu'il ne touche qu'un public très limité.

PANORAMA SPORTIF

A en juger par le temps imparti au sport sur les antennes de Radio-YAOUNDE, on se demande si les journalistes n'ont pas choisi une solution de facilité. Le résultat d'un match ne les engage pas et il semblerait que, comme le sport reste au CAMEROUN le seul domaine, où l'on puisse discuter librement à haute voix, le journaliste se sente pousser des ailes de liberté.

Il reste cependant dangereux de mêler le sport à autre chose. Le responsable de sport de la Radio-YAOUNDE ne déclarait-il pas -dans son compte-rendu de la mission qu'il a effectuée à TUNIS du 22 au 27 mars 1971, page 4- "Le sport ne saurait plus être considéré comme un domaine apolitique" ? (1)

(1) C'est nous qui soulignons.

En dehors des "papiers" de sport au cours de chaque journal, nous trouvons des émissions spécifiques les lundis, mardis, vendredis et dimanches, qui prennent à elles seules 2 H 37 mn, par semaine.

NOUVELLES INTER-REGIONALES

Emission réservée aux nouvelles nationales diffusées, une fois par semaine, le samedi de 20 H 30 à 20 H 43.

Le ridicule de ces treize minutes théoriques tient à la volonté délibérée du Rédacteur en chef, Dieu seul sait pourquoi, de releguer toutes les nouvelles du pays en fin de semaine. Ainsi, une nouvelle qui arrive de YOKO, avec peut-être une semaine de retard, devra encore attendre une autre à YAOUNDE.

Nous n'avons cité ici que les principales productions du service du Journal Parlé, celles qui connaissent une certaine régularité. Nous avons pleinement conscience de n'avoir pas parlé d'autres, tel le fameux "DOMINIQUE", mais en toute chose, il faut savoir se limiter. Cependant, nous ne saurions terminer ce chapitre, sans comparer le Service d'Information de la Radio-CAMEROUN avec ceux de la Radio-COTE D'IVOIRE et de la Radio-SENEGAL.

TABLEAU COMPARATIF DES INFORMATIONS

à YAOUNDE, ABIDJAN et DAKAR

<u>Heures</u>	<u>CAMEROUN</u>	<u>COTE d'IVOIRE (1)</u>	<u>SENEGAL (2)</u>
6 H	Début d'émission	Début d'émission	Flash
6 H 02		Flash d'information	
6 H 45		Journal Parlé	
7 H			Journal Parlé
7 H 15	Journal Parlé		
7 H 45		Bulletin d'information	
7 H 55	Flash d'information		
8 H	Fin d'émission		Flash
9 H		Flash	Flash
10 H		Flash	Flash
11 H		Flash	Flash
12 H	Début d'émission		Flash
12 H 02		Flash	
12 H 45		Journal Parlé	
13 H	Journal Parlé		Journal Parlé
14 H			Flash
15 H		Flash	Flash
16 H		Flash	Flash
17 H			Flash
18 H	Flash	Flash	Flash
19 H		Journal Parlé	Flash
20 H	Journal Parlé	Journal Parlé	Journal Parlé
21 H			Flash
22 H			Journal Parlé
	Commentaire d'actualité		
23 H			Flash
24 H		Résumé de nouvelles	Journal Parlé
1 H			Flash
2 H			Flash

(1) In Fraternité-Matin, 21.1.72

(2) Renseignements pris auprès de P. SAKHO, étudiant sénégalais de 3^e année de l'E.S.J. Lille.

TROISIEME PARTIE

L'ANATOMIE DU JOURNAL PARLE

"C'est pourquoi, lorsqu'un pays neuf organise ses services d'information, il doit examiner attentivement s'il ne convient pas d'encourager aussi la constitution d'associations vigoureuses et actives de journalistes, de personnel de la radiodiffusion...

"Par tradition, ces organisations veillent à maintenir la conscience professionnelle et travaillent constamment à améliorer le niveau professionnel".

W. SCHRAMM

Les jugements envers la Radio-YAOUNDE et les qualificatifs qu'on lui attribue ne font que refléter la déception des populations, blessées dans leur amour-propre de voir leur poste national "à la traîne" des Radios de l'Afrique centrale.

Les journalistes, les premiers concernés par cette situation, sont aussi les premiers, pour certains du moins, à le déplorer. En réalité, ils ne peuvent lire aux auditeurs que les nouvelles dont ils disposent, ou bien dont ils ont l'autorisation de propager.

Ces nouvelles reflètent l'activité de YAOUNDE, capitale politique, siège de plusieurs organismes internationaux et de missions étrangères, reliée au reste du monde par les agences internationales.

Hélas, les sources d'information de Radio-YAOUNDE sont très limitées, en plus celle-ci doit obéir à certains impératifs.

Ainsi donc, le Journal Parlé présentera un déséquilibre certain au profit des nouvelles étrangères comme nous allons le voir dans les chapitres qui vont suivre.

CHAPITRE PREMIER

=====

LES SOURCES DES NOUVELLES

Les informations qui peuvent se récolter à YAOUNDE, où le journaliste les attend dans son bureau, touchent le domaine administratif : communiqués officiels, convocations ou comptes rendus des associations. Paradoxalement, les nouvelles de YAOUNDE remplacent les nouvelles nationales à chaque édition du journal.

L'Agence Camerounaise de Presse lui donne 80 % de ses nouvelles. La Radio reçoit les dépêches de l'A.F.P. et de Reuter par son canal. En effet, l'ACAP possède l'exclusivité de toutes les nouvelles étrangères et nationales sur toute l'étendue du territoire.

La Radio ne possède aucun correspondant dans le pays. De temps en temps, lors d'une visite du Président ou d'un Ministre, elle reçoit son information grâce à un correspondant de l'ACAP, ou bien grâce à celui du Ministère de l'Information.

Des fois, elle peut faire appel à un journaliste d'une station régionale de Radio.

Nous voyons que, hors de YAOUNDE, la Radio ne possède pas ses propres moyens de recueillir les informations. Ajoutez à ceci la lenteur des services postaux. Nous osons espérer qu'avec l'installation du téléphone automatique, la Radio

connaîtra une circulation plus continue des nouvelles.

D'un autre côté, nous avons remarqué que la population n'aidait pas beaucoup les journalistes. Il est rare au CAMEROUN que quelqu'un vienne spontanément avertir les journalistes, d'un moindre fait divers. Un futur confrère nous a affirmé ironiquement que les gens "souffraient de la "microphobie" : un journaliste qui sort son micro devant un attroupement, voit tout de suite un vide se former autour de lui.

Par des envoyés spéciaux, la Radio ne reçoit pas plus de nouvelles parce qu'elle utilise rarement ce procédé.

Les journalistes de la Radio semblent avoir une idée erronée de la "Mission Spéciale". Tout le monde la souhaite, pourtant seuls quelques privilégiés y vont, d'ailleurs toujours les mêmes, ce qui ne va pas sans susciter certaines jalousies.

Partir en "mission spéciale" ne consiste pas seulement à accompagner le Président à NEW-YORK ou à ADDIS-ABEBA, comme beaucoup à Yaoundé le pensent. On peut bien être un Envoyé Spécial et partir "couvrir" la récolte de cacao dans un petit village à 10 Km de YAOUNDE.

Et même si le journaliste doit accompagner le Président hors du pays, la décision ne vient pas de la Direction de la Radio, mais plutôt de la Présidence de la République, qui peut réserver une place dans l'avion présidentiel ou dans un avion militaire, au talentueux reporter.

La Radiodiffusion n'étant pas un organisme autonome, ne peut donc pas traiter d'égal à égal avec un autre organisme, comme les P.T.T. ou les compagnies aériennes et ferroviaires,

à qui elle pourrait demander des tarifs spéciaux.

Nous avons été étonné de voir le Rédacteur en chef trouver insuffisante la somme de 3 millions de francs CFA allouée au service du Journal Parlé pour frais de mission, lors du dernier exercice-budgétaire.

Quant aux communiqués qui viennent de la Présidence, des Ministères et autres organismes, les journalistes ont pu, petit à petit, se libérer de leur emprise. Ils ne les diffusent plus intégralement comme il y a cinq ans. Ils ont même pu braver le courroux des Ministères qui voulaient entendre la diffusion intégrale de la moindre de leurs prises de parole.

Aux dires de beaucoup de journalistes de la Radio, ils pourraient se libérer encore d'autres contraintes qui les étranglent, "si la Direction trop molle les aidait".

Le Directeur, ancien journaliste, ayant connu les mêmes entraves, une fois qu'il est entré dans la caste des autorités politiques et administratives, défend plutôt l'ordre établi, et oublie facilement les souhaits qu'il formulait jadis.

Par ailleurs, nous n'avons pu remarquer aucune collaboration, entre la Radiodiffusion et les hopitaux, la gendarmerie, le Commissariat Central, les Greffes des Tribunaux. Ainsi Radio-YAOUNDE est une Radio sans faits divers.

Pourtant, les journalistes étrangers en poste à YAOUNDE ont leur porte d'entrée dans ces organismes.

Un journaliste de la Radio m'a avoué avoir appris le nombre exact des victimes de choléra -chiffre qu'il a pu vérifier

par une source personnelle- par Radio-BRAZZAVILLE. Cet autre a pris connaissance de l'accident du chalutier sur le WOURI, qui a causé 30 morts, en écoutant FRANCE-INTER..

L'attitude des responsables paraît étonnante au premier abord. Etonnante, parce qu'ils ont été formés pour la grande majorité en Occident. Ils ont donc vu leurs professeurs ou maîtres entretenir de bonnes relations avec la Presse. Ils savent l'importance de la presse dans une société.

Si aucun contact ne s'établit entre ceux-ci et la Radio, peut-être est-ce seulement le manque d'organisation et de coordination ?

Nous ne demanderons pas au lecteur de se souvenir de toutes ces minutes et autres secondes. Nous avons à dessein multiplié les tableaux pour lui permettre d'embrasser d'un seul et même coup d'oeil, le temps imparti à chaque nouvelle ou à chaque rubrique.

Pour l'aider à comprendre le commentaire sur cette semaine de nouvelles, il nous a paru nécessaire, sans abuser de sa patience, de construire une grille générale de toutes les informations données du lundi 16 août 1971 à 7 H 15 au dimanche 22 août à 20 H.

<u>Journée</u>	<u>Nouvelles nationales</u>	<u>Nouvelles d'Afrique</u>	<u>Nouvelles du reste du monde</u>
LUNDI 16.8.71	24 mn 15 sec.	4 mn 43 sec.	9 mn 23 sec.
MARDI 17.8.71	11 mn 20 sec.	5 mn 02 sec.	18 mn 32 sec.
MERCREDI 18.8.71	11 mn 04 sec.	3 mn 11 sec.	8 mn 39 sec.
JEUDI 19.8.71	9 mn 49 sec.	5 mn 46 sec.	19 mn 33 sec.
VENDREDI 20.8.71	6 mn	7 mn 35 sec.	9 mn 28 sec.
SAMEDI 21.8.71	3 mn 8 sec.	3 mn 45 sec.	16 mn 14 sec.
DIMANCHE 22.8.71	(11 mn 07 sec.)	(4 mn 23 sec.)	(17 mn 07 sec.)
TOTAL 16/22.8.71	1 H 18 mn 30 sec.	34 mn 25 sec.	1 H 37 mn 46 sec.

Ce tableau peut paraître partiel et peut-être même partiel, dans la mesure où nous n'avons pas compté le temps des discours, des interviews, des correspondants d'Europe. Nous n'avons voulu faire ressortir que le travail des journalistes camerounais.

De plus, les nouvelles de Dimanche 22 août sont incomplètes pour des raisons indépendantes de notre volonté.

Une fois ces remarques faites, tout un chacun peut constater que les informations en provenance du reste du monde occupent la moitié du temps.

Si nous nous plaçons du point de vue journalistique, nous ne trouvons aucun mal dans cette prédominance. En dehors de toutes considérations nationalistes, nous pensons que chaque information doit occuper la place qui lui revient dans l'actualité d'une période.

Mais au moment où les philosophes et les sociologues montrent que chacun de nos actes trahit notre idéologie -sens non péjoratif- cette masse des informations étrangères ne trahit-elle pas l'orientation, l'idéologie de nos journalistes ?

Ils écrivent un journal pour la petite élite camerounaise, à laquelle nous ajoutons la poignée d'étrangers installés chez nous, au mépris de ce "Cameroun moyen" dont on nous parlait.

Pour terminer notre étude, nous essaierons "objectivement" de faire une analyse critique de cette semaine d'informations. Nous nous situerons tout à tour chez les journalistes qui transmettent le message, et chez les "Camerounais moyens"

qui le reçoivent, pour en mesurer l'impact.

Nous avons souligné plus haut qu'à Radio-YAOUNDE, aucun journaliste ne s'occupe d'aucun domaine particulier. Doué d'une grande polyvalence, il passe d'un sujet à un autre. Nous avons cité plus loin le nombre de journalistes qui ont traité la seule crise monétaire.

Sans demander que ces journalistes deviennent des spécialistes -d'ailleurs pourquoi pas ?- il serait préférable que ce soit toujours le même qui suive un sujet donné. Au niveau même de la connaissance générale personnelle, il y gagnerait.

Nous avons assisté à la distribution des paquets de dépêches à la Radio-YAOUNDE. Elle seffectue de la manière la plus simple du monde. Le premier venu prend le paquet qui se trouve au-dessus du tas.

D'ailleurs, ce jour-là, à 11 H, soit 2 heures seulement avant le Journal Parlé, un seul journaliste, en dehors du Rédacteur en chef, qui nous aidait dans notre documentation, avait déjà commencé à couper ses dépêches.

Faut-il s'étonner de constater la juxtaposition des coupures des dépêches d'agences ? Les journalistes viennent les lire devant les micros, sans y apporter la moindre correction. Nous avons connaissance des lapsus qui frisent l'ignorance, comme ce journaliste qui lut jadis "HASSAN i i au lieu d'HASSAN II".

Ainsi par exemple, samedi 21 août 1971 à 13 H, le Journal Parlé a duré 10 mn. De toutes les nouvelles lues, seulement 14 mots étaient écrits à la main. Ces dépêches rédigées en "petit nègre" ne s'adaptent pas au style de la Radio.

Nous ne pouvons que louer leur virtuosité, à jongler avec ces dépêches, ou bien avec certaines écritures illisibles de leurs confrères. Pourtant, nous avons cru comprendre par la présence de deux dactylographes, que tout journal devrait être écrit à la machine, pour faciliter la lecture du speaker.

En plus, nous n'avons pas pu bien cerner l'idée exacte que les journalistes se font de leur Radio. Ils font rarement appel à un non-journaliste pour venir prendre la parole.

Pourtant, la complexité des problèmes et l'absence de spécialistes dans leur équipe devraient inciter ces agents à faire appel à ces "Diplômés" dans divers domaines qui peuplent les bureaux de YAOUNDE.

Si nous ne nous abusons, nous n'avons pas connaissance d'un journaliste de la presse écrite, publique ou privée, à qui ses pairs de la Radio ont demandé son point de vue sur un sujet. Pourtant, indubitablement, on y rencontre de meilleurs journalistes, plus forts que ceux de la Radio.

Durant la semaine où a éclaté la crise monétaire, le Rédacteur en chef a attendu deux à trois jours pour faire appel à un économiste.

Les journalistes se soucient encore moins de leurs auditeurs qui devraient guider leur politique d'information. Nous comprenons l'amertume de cet étudiant de l'ENAM (1) interrogé par les enquêteurs de l'équipe MARCOMER-IFOP (2)

(1) Ecole Nationale d'Administration et de Magistrature

(2) op. cit.

Samedi 21 août 1971

CONGRES ... -- UNE DELEGATION

AMER
EFLIALAAJ)80
94 .. CHARLES DIGGS EST ARRIVEE VENDREDI A

NOUAKCHOTT POUR UNE VISITE D'INFORMATITN DE DEUO JOURS EN MAURITANIE.

LA DELEGATION DOIT S'ENTRETEENIR AVEC LEE
SRIUUJBNCOTS MACB
JBTNS

DES PERSPECTIVES DE LA COOPRATION MAURITANO-AMERICIBZJGUKDLT

DANS UNE FACLARATION A SON ARRIVEE M. DIGLS A DIT QU'A SON AVIS

UNEHLUS GRANDE ATTENTION DEVRAIT ETRE PORTEE SUR L'AFRIQUE, ET DES

CONTACTS DIRECTS DEVRAIENT ETRE ETABLIS AVEC SES DIRIGE

Les journalistes lisent ces dépêches rédigées en "nègre"
à l'état brut où elles arrivent à la Radio, sans y apporter les
corrections idoines.

UNION
AFRICAIN
DE
PRESSE

"Si le niveau des programmes est insuffisant, la capacité des speakers à remplir leur tâche laisse, aussi, parfois à désirer. Je vais m'attaquer aussi aux speakers qui manquent peut-être d'une certaine formation, je n'ai pas peur de dire le mot, et laissent échapper par moment des grossieretés, des fautes".

Cet avis émane, certes, d'un intellectuel. Mais que pense la majorité des citoyens des nouvelles que les journalistes lui servent ? Nous allons évoquer une fois de plus le travail de M. CELARIE (1) qui a recueilli ses informations dans les villages :

"Il est permis d'affirmer, puisque nous en avons fait l'expérience, que les nouvelles d'agence reprises sans modification sensible, ni adjonction d'une explication éducative par la Radio, et lues souvent à cadence rapide, sans répétition préalable, par le "speaker" ne peuvent intéresser l'auditeur moyen et le sensibiliser aux problèmes évoqués..."

Nous voyons donc mal, comment un public, un auditoire qui utilise rarement, ou pas du tout, le Français dans ses activités de chaque instant, à qui il manque des références géographiques et historiques, puisse comprendre et situer ces pays et ces événements qui dominent l'actualité de chaque jour. Sud-Est asiatique, Vietnam, Proche-Orient, Irlande du Nord ; la flottaison des monnaies ; des sigles comme OUA, PNUD, UNICEF...

Jacques Janvier, dans son étude Information et Développement cité par M. CELARIE (2) ajoute :

"Le premier devoir de ces journalistes est donc de s'assurer qu'ils ont été compris, après s'être persua-

(1) Contribution à une Sociologie de l'Information, p. 137

(2) Op. cit p. 139

dés qu'ils le sont beaucoup moins souvent qu'ils ne le pensent... Le journaliste africain doit fuir les mots rares et abstraits et utiliser des termes simples et concrets et multiplier les images et les comparaisons..."

Le journaliste de la Radio nationale trouverait certainement une solution à cette difficulté, s'il voulait satisfaire ces "Camerounais moyens" qui ne demandent pas autre chose que des nouvelles nationales. S'il connaissait la loi du "Mort kilométrique", il parlerait pas des motts du Vietnam, tout en taissant ceux de l'Hopital Central.

La Radio demeure le seul mass-media, le seul support d'information à l'échelle du pays entier. Grâce à l'installation du téléphone automatique, la Radio se trouve à la hauteur de cette tâche.

MARCOMER-IFOP (1) dans son étude nous montre que "les auditeurs interrogés font de la Radio le premier moyen d'information sur leur pays... c'est surtout au point de vue nouvelles qu'il me semble qu'il manque quelque chose, car on réclame des nouvelles plus détaillées et plus complètes sur le pays d'abord, sur l'Afrique ensuite..."

Le terme même de "nouvelles nationales" revêt à YAOUNDE un double sens. Peut-être en analysant les nouvelles dites nationales du 16 au 22 août 1971, découvriions-nous ce qu'elles sont ou devraient être.

Durant cette période, la Radio a diffusé pendant 1 H 18 mn 30 secondes 50 titres de "nouvelles nationales". D'où

(1) op. cit.

viennent-elles et de quoi parlent-elles ? C'est ce que nous allons voir, mais d'abord, nous allons rappeler ces nouvelles, jour par jour, titre après titre.

Lundi 16 août 1971

- Inauguration du Central téléphonique à YAOUNDE par le Président de la République
- Décès de Germaine EPEE
- Sport

Mardi 17 août 1971

- Communiqué du Ministère du Développement Industriel et Commercial
- Communiqué du Premier Ministère
- Annonce de l'inauguration du Central téléphonique de GAROUA
- Communiqué de la Présidence
- Arrêté de la Présidence
- Installation d'une Ambassade du CAMEROUN à PEKIN
- Quinzaine de la Prévention Sociale
- Communiqué du Ministère de l'Education Nationale
- Sport

Mercredi 18 août 1971

- Inauguration du Central téléphonique de GAROUA
- Communiqué du Ministère du Développement Industriel et Commercial
- Appel de Radio-GAROUA
- Interview du Ministre Centrafricain des Affaires Etrangères
- Communiqué de la Fédération camerounaise de foot-ball
- Communiqué de la Présidence
- Communiqué de l'Ambassade du CANADA

Jeudi 19 août 1971

- Communiqué de l'électricité du CAMEROUN
- Communiqué du Ministère du Développement Industriel et Commercial
- Sport
- Communiqué de la Fédération camerounaise du cyclisme
- Communiqué du Ministère de la Jeunesse et de Sports
- Communiqué de la Régifercam
- Annonce d'un concert à YAOUNDE

Vendredi 20 août 1971

- Séance del'Assemblée législative
- Fin de stage à YAOUNDE
- Arrêté du Ministère des Finances
- Communiqué de l'Assemblée Nationale
- Communiqué du Premier Ministère

Samedi 21 août 1971

- Séance plénière de l'Assemblée Fédérale
- Communiqué de la Fédération camerounaise de volley-ball
- Communiqué du Ministère de la Jeunesse et des Sports
- Communiqué des chemins de fer
- Communiqué de la Présidence

Dimanche 22 août 1971

- Communiqué du Ministère de la Santé
- Communiqué de la Fédération de cyclisme
- Sport

Nous ne trouvons pas beaucoup de commentaires à ajouter à ceux que nous avons faits tout au long de ce travail.

Pendant toute une semaine, et sur une quarantaine de nouvelles nationales, une seule provient d'ailleurs que de YAOUNDE : inauguration du Central téléphonique de GAROUA le mercredi 18 août.

Vingt-cinq titres, soit 62 % des nouvelles sont des communiqués des divers organismes étatiques et para-administratifs de YAOUNDE.

Sur les vingt-cinq communiqués, treize émanent de la Présidence de la République et des Ministères.

Quatre jours sur sept, il y a un papier sur le sport, sans compter tous les communiqués qu'envoient les différentes fédérations sportives.

Nous n'avons déclaré plus haut que nous ne souhaitons pas la suppression de cette lecture des communiqués à la Radio, mais nous pensons qu'il faut les lire en dehors du Journal Parlé. Nous croyons savoir qu'à YAOUNDE existe l'émission "CAMEROUN-MAGAZINE" au cours de laquelle, on lit justement certains avis et communiqués. On pourrait peut-être les lire tous à cette heure là.

Mais les journalistes le font-ils volontairement ?
M. CELARIE (1) pense le contraire :

"Mais, encore une fois, en se plaçant sur un plan strictement technique, on peut affirmer que la méthode qui consiste à diffuser en abondance à longueur d'année, discours et communiqués est inefficace. Ces textes n'ont pas été écrits pour la Radio, ils ne

(1) La Radio harmonisée au Service du Développement, p. 53

"passent" pas . C'est vraiment la peine perdue. Les journalistes de la Radio s'en rendent bien compte, mais s'inclinent devant des décisions qui dépassent leur compétence".

Nous avons vu à Radio-YAOUNDE une très bonne équipe de journalistes, dont certains manquent peut-être un peu de dynamisme et d'esprit d'innovation et d'initiative. Nous l'avons déjà dit, il faudrait des décisions politiques pour souffler à ces agents ce qui leur manque.

Qui eût cru qu'à YAOUNDE, un procès pour rébellion pouvait être retransmis par la Radio ! Cela n'a été possible que par la décision des autorités politiques.

CONCLUSION

A la fin de ce petit travail, dont nous reconnaissons volontiers les insuffisances, le lecteur s'attend sans doute à une proposition d'un Journal Parlé modèle. Nous avons conscience d'avoir été le plus clair possible, cependant nous avons laissé planer l'obscurité sur certains passages pour des raisons que chacun peut imaginer et indépendantes de notre volonté.

Ensuite, nous nous sommes efforcé de fuir tout au long de notre travail des préceptes théoriques et velléitaires. C'est pourquoi nous nous refusons de proposer un "Journal Parlé" modèle. Car, chaque fois que nous avons critiqué un travers, nous montrions une possibilité de travailler autrement.

Surtout, nous connaissons suffisamment bien notre pays, pour ne pas rêver que, dans quelque temps, quand nous entrerons dans la profession, si nous commençons par la Radio, nous puissions changer le moindre iota.

Deux enquêtes, sur l'auditoire de Radio-CAMEROUN, effectuées l'une par André CELARIE entre 1962 et 1965, l'autre en 1966, à la demande du Secrétariat d'Etat français chargé de la Coopération, par la Société MARCOMER et l'IFOP, n'ont rien changé aux habitudes de cette Radio. Ce n'est donc pas notre modeste mémoire qui y réussira.

Que ressort-il de la Radio-CAMEROUN, une fois mises à nu ses articulations : Radio où un journaliste, pour avoir un renseignement sérieux doit passer par un agent étranger en service à YAOUNDE.

D'abord l'agent de la Radio se recrute comme tout agent de la Fonction Publique, et reste donc soumis aux mêmes conditions de discipline et de salaire. Il ignore la "clause de conscience".

Ancien chômeur dans la plupart des cas, on lui ferait faire n'importe quoi, dire tout, taire l'essentiel. Il ne peut pas faire autrement, car sur sa tête pend l'épée de licenciement. Hors de la Radio, il ne peut rien faire, manquant très souvent de qualification.

Radio, où dominant les nouvelles étrangères et où les communiqués et décrets des différents Ministères tiennent lieu de nouvelles nationales.

Radio, faite pour une petite classe sociale privilégiée, au détriment de l'immense majorité, qui n'est pas toujours silencieuse.

Nous pourrions continuer ce petit jeu et allonger indéfiniment la liste des qualificatifs de notre Radio. Bien sûr par Radio, ici nous sous-entendons le terme de Journal Parlé, car nous n'avons étudié aucune autre émission.

Pour pessimistes que pourraient paraître tous ces qualificatifs, il n'y a pas de quoi désespérer. Il semble que les vrais responsables du pays aient une noble idée de la place des mass-media et du rôle qu'ils devraient jouer.

Et si le mécanisme ne tourne pas encore convenablement, la faute incombe aux sous-autorités intermédiaires, entre ceux qui conçoivent les décisions, c'est-à-dire les autorités politiques, et ceux qui devraient les exécuter. Nous nommons les journalistes.

A notre humble avis, la première entreprise à mettre sur pied au CAMEROUN serait une vaste campagne d'information davantage au niveau des responsables du pays qu'à celui des paysans. Elle expliquerait à chacun le rôle de l'information dans une société.

Entre les discours théoriques qu'ils prononcent et leurs actes pratiques, s'étend tout un monde. Comment en serait-il autrement, car à YAOUNDE, de tous les Ministères, il n'y a que deux ou trois qui ont un service de presse, d'information.

Enfin, les objectifs de la Radio devraient être clairement définis. Le premier devrait consister à forger à tous les Camerounais une conscience nationale, un sentiment national, pierre angulaire de la construction de notre développement. Cela, grâce à la diffusion des nouvelles des quatre coins de la République.

Il est clair, pour nous, que chaque Camerounais, du balayeur de rue au Ministre, s'il ne travaille, ayant présent dans l'esprit, qu'il doit contribuer au développement de notre pays, ne mérite pas d'être Camerounais. A l'intérieur du pays, chacun devrait lutter à supprimer les différences régionales, mal que J. BUGNICOURT (1) dénonce dans ces lignes :

"Comme on l'a suggéré ailleurs, le cheminement des idées, des comportements, des techniques s'opère à partir des sources identifiables, selon les itinéraires jalonnés de relais, avec une vitesse de diffusion et une intensité variables. Or, dans les zones retardées, les relais sont moins nombreux et moins influents qu'ailleurs, la diffusion moins rapide. Le plus souvent, la situation en ce qui concerne le volume des flux, l'équipement en moyens de réception, l'audibilité du message, est beaucoup moins satisfaisante que celle des régions les plus avancées".

(1) Disparités régionales et Aménagement du Territoire en Afrique
Armand Colin - p. 75

ANNEXES

ANNEXE I

L'IFOP a réalisé, en collaboration avec MARCOMER S.A., une étude sur les moyens d'information au CAMEROUN.

Voici quelques-uns des résultats obtenus, nous ne pouvons malheureusement pas publier la totalité des questions et réponses pour des raisons qui ne dépendent pas de nous.

Deux mille interviews d'adultes africains des deux sexes ont été effectuées entre mars et juin 1964.

- 1 000 habitants de YAOUNDE
- 500 habitants des autres villes
- 500 habitants de la brousse

- Comment d'habitude apprenez-vous les nouvelles en dehors de celles qui concernent votre famille et vos proches ?

- Par la Radio 70 %
- Par les journaux 37 %
- Par le cinéma 12 %

- Sur 100 personnes interrogées à YAOUNDE

- 84 % écoutent la Radio
- 51 % écoutent la Radio tous les jours
- 18 % l'écoutent plusieurs fois par semaine

- 15 % l'écoutent moins souvent
- 16 % ne l'écoutent pas du tout

- Sur 100 personnes interrogées en brousse

- 9 % écoutent la Radio tous les jours
- 6 % l'écoutent plusieurs fois par semaine
- 14 % l'écoutent moins souvent
- 71 % ne l'écoutent jamais

- Dans quelle langue préférez-vous écouter la Radio ?

Sur 100 auditeurs urbains :

- Français 68 %
- Langues locales 64 %
- Anglais 6 %

- Intérêt pour les émissions des nouvelles nationales

Sur 100 auditeurs urbains

- Beaucoup 82 %
- Moyennement 8 %
- Pas du tout 5 %
- Sans réponse 5 %

- Intérêt pour les émissions des nouvelles étrangères

Sur 100 auditeurs urbains

- Beaucoup 42 %
- Moyennement 30 %
- Pas du tout 18 %
- Sans réponse 10 %

- Ecoute des stations étrangères

Sur 100 auditeurs interrogés

- Radio-BRAZZAVILLE	45 %
- Radio-KINSHASA	38 %
- Radio-LIBREVILLE	9 %

- Heure de forte écoute

Sur 100 auditeurs interrogés

- Avant 6 H	37 %
- 6 H-7 H	48 %
- 7 H-8 H	34 %
- 8 H-9 H	4 %
- 12 H-13 H	51 %
- 13 H-14 H	54 %
- 14 H-15 H	16 %
- 18 H-19 H	54 %
- 19 H-20 H	60 %
- 20 H-21 H	41 %
- 21 H-22 H	25 %
- 22 H-23 H	18 %
- 23 H-24 H	5 %

- En 1964, suivant les conclusions de cette enquête

- La Radio toucherait 800 000 personnes et il y aurait :
 - 9 000 postes récepteurs à YAOUNDE
 - 14 000 à DOUALA
 - 15 000 dans toutes les autres villes
 - 110 000 en brousse

Renseignements puisés dans le document qui se trouve à la Bibliothèque de la Radio-YAOUNDE.

Les 2/3 des auditeurs de YAOUNDE et de DOUALA, la moitié de ceux des autres villes et de ceux de la brousse possèdent leur poste.

- La presse quotidienne toucherait 90 000 personnes dans les villes, dont 23 000 à YAOUNDE et 35 000 à DOUALA. Sur 100 citadins, 13 % lisent tous les jours un journal.

- Le cinéma toucherait plus de 100 000 personnes en ville, dont 25 000 à YAOUNDE et 40 000 à DOUALA.

ANNEXE II

Budget Fonctionnement-Matériel de Radio-YAOUNDE (1)

	<u>1968-1969</u>	<u>1969-1970</u>
Fonctionnement Bureaux	1 000 000 (2)	1 200 000
Frais de déplacement	2 000 000	4 000 000
Matériel mobilier de bureau (3)		2 000 000
Sécurité du personnel	200 000	2 200 000
Circuits postes et télécommunications	3 000 000	3 000 000
Matériel artistique	2 000 000	2 000 000
Matériel technique BF-HF	29 500 000	29 500 000
Habillement personnel technique	150 000	150 000
Redevances ACAP	8 000 000	8 000 000
Emissions publiques concours	200 000	1 200 000
Droits d'auteurs	300 000	3 300 000
Cachet piges	750 000	6 000 000
Enquêtes et recherches programmes		2 500 000
Frais de reportages spéciaux		2 000 000
TOTAL	47 100 000	65 550 000

(1) Tableau inclus dans un document intitulé "Enquête Auditoire 1968" que nous avait remis le Rédacteur en chef

(2) en Francs CFA

(3) "En fin 1969, il faudra prévoir l'ameublement de la nouvelle aile de la Maison de la Radio à YAOUNDE".

DIRECTION DE LA RADIODIFFUSION

YAOUNDE, le 21 avril 1971

N° 117 / MINFO/SDR/F-NOTE DE SERVICE-

A partir du jeudi 22 avril 1971, les bulletins téléphoniques en langues française et anglaise seront réalisés dans les conditions suivantes :

LE MATIN :

Pour le bulletin de langue anglaise :

Après le Journal de 6h45, le journaliste qui l'aura présenté enregistrera les "MAIN POINTS" - cet enregistrement sera opéré par le technicien de la 2e chaîne dans une cabine disponible.

Pour le bulletin de langue française :

Après le dernier flash d'informations diffusé à 7h55, le journaliste attend la fin des émissions de la matinée pour présenter le même flash sous forme de bulletin téléphonique directement pris en relai par les télécommunications.

A la suite de ce bulletin téléphonique de langue française réalisé en direct, le technicien de la 1ère chaîne fait passer la bande des "MAIN POINTS" laissée par le journaliste de langue anglaise et que lui aura remis le technicien de la 2ème chaîne.

Au cas où les émissions se termineraient à 8h30, cette opération reste fixée à 8 heures et se fera à partir des cabines A ou C par le technicien de la 2ème chaîne.

DANS LA MI-JOURNEE :

12h30 : les agents de langue anglaise et de langue française désignés rédigent leurs bulletins à partir des principaux titres que leur auront donnés les secrétaires de rédaction. Tous les deux présentent leurs bulletins en direct pour les télécommunications. Ce travail sera exécuté par le technicien de la 2ème chaîne en cabine C.

DANS LA SOIREE :

A 19h45, l'agent de langue française attend la fin du bulletin d'informations en langue anglaise et présente en direct le bulletin téléphonique.

L'agent de langue anglaise qui aura terminé son bulletin d'informations présente à la suite, toujours en direct, les "MAIN POINTS". Ce travail sera exécuté par le technicien de la 2ème chaîne en cabine C. L'agent responsable de la Régie veillera au respect des horaires sus-indiqués.

La présente Note de Service annule toutes les dispositions antérieures.

LE DIRECTEUR DE LA RADIODIFFUSION

-Daniel ANIOT-PRISO-

BIBLIOGRAPHIE

SOURCES ORALES

- Au niveau de la Radiodiffusion à YAOUNDE
- Au niveau de l'Information à YAOUNDE
- A l'Ambassade du CAMEROUN à PARIS
- Après d'un grand nombre d'individus, hautes personnalités ou non, journalistes et non journalistes.

BIBLIOTHEQUES

- Bibliothèque de la Radio-YAOUNDE
- Bibliothèque de l'Ecole de Journalisme de Lille
- Bibliothèque de l'O.R.T.F. à PARIS

SOURCES ECRITES

- Documents personnels de J.V. TCHINENOM, journaliste à Radio-YAOUNDE
- Littérature et Musique Populaires en Afrique Noire, par ENO BELINGA, éditions Cujas, Paris, 1965
- Le Cameroun, T. I et II, par Victor T. Levine - Nouveaux Horizons, Paris 1970, 236 p. et 181 p.
- La République Fédérale du Cameroun, par P.F. GONIDEC - Encyclopédie Politique et Constitutionnelle - Editions Berger-Levrault, Paris 1969, 87 p.
- Sang d'Afrique, par Guy des CARS - coll. J'ai Lu, Paris 1971, 303 p.
- Enquête sur l'auditoire, par IFOP et Marcomer S.A. Yaoundé
- Contribution à une sociologie de l'Information, par André CELARIE Yaoundé, 1962-1965, 273 p.
- La Radiodiffusion Harmonisée au Service du Développement par André CELARIE, éditions "Créations de Presse", 179 p.
- L'Information d'Etat au Cameroun Oriental, par James D. OTO, Mémoire I.F.P., Paris 1965, 260 p.
- L'Information et la Promotion des Jeunes Nations, par Nkamgang Martin, Mémoire I.F.P., Paris 1968, 343 p.

- Transports et Développement de l'Information au Cameroun
par M. MVONDO, mémoire E.S.J., Lille 1971, 102 p.
- L'Information et le développement national
par Wilbur Schramm - Nouveaux Horizons - Paris 1968, 288 p.
- Le Droit de la Radio et de la Télévision
par Charles Debbasch - P.U.F. - Paris 1969, 122 p.
- L'Information
par F. Terrou - P.U.F. - Paris 1968, 134 p.
- Techniques du Journalisme
par P. Gaillard - P.U.F. - Paris 1971, 125 p.
- L'Art Radiophonique
par R. PRADALIE - P.U.F. - Paris 1951, 123 p.
- Sociologie de la Radio-Télévision
par J. CAZENEUVE - P.U.F. - Paris 1964, 126 p.
- L'Opinion Publique
par A. SAUVY - P.U.F. - Paris 1971 - 127 p.
- L'Information moderne et le Droit à l'Information
par J. FOLLIET - C.S.F. - Lyon 1969, 327 p.
- La Presse dans la Société contemporaine
par B. VOYENNE - Coll. U - Cachan 1969, 327 p.
- Disparités régionales et Aménagement du Territoire en Afrique
par J. BUGNICOURT - Armand Colin - Paris 1971 - 335 p.
- Divers numéros
 - Marchés Tropicaux
 - Jeune Afrique
 - Europe - France-Outremer
 - Bulletin de l'Afrique Noire
 - Chroniques de l'UNESCO
 - Le Monde
 - Le Figaro
 - L'Afrique Littéraire et Artistique

Ecole Supérieure de Journalisme



LILLE

50, rue Gauthier-de-Châtillon

F- 59046 LILLE Cedex

Tél. (33) 03 20 30 44 00 - Fax (33) 03 20 30 44 04

E-mail : esj@esj-lille.fr - Web : <http://www.esj-lille.fr>

Siret 783 707 011 RCS Lille